

00

Bases statistiques et produits généraux

022-1600

Mémento statistique de la Suisse 2016



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10

CH-2010 Neuchâtel

Table des matières

Renseignements:

Téléphone +41 58 463 60 11

Téléfax +41 58 463 60 12

Commandes de publications:

Téléphone +41 58 463 60 60

Téléfax +41 58 463 60 61

www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Février 2016. Paraît en français, allemand, italien, romanche et anglais.

Conception:

Bernhard Morgenthaler †, Armin Grossenbacher

Rédaction:

Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

Sabine Kuster

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © Miramiska – Fotolia.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1600

ISBN:

978-3-303-00541-5

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Chères lectrices, chers lecteurs,

Voici la vingtième édition du Mémento statistique de la Suisse, une des publications-phare de l'Office fédéral de la statistique. Elle est toujours publiée au même moment que l'Annuaire statistique de la Suisse, la version approfondie de quelque 600 pages.

Au menu des nouveautés de cette édition 2016, on peut relever dans le chapitre «Développement durable» des données inédites sur les services à la population. Elles permettent d'observer si une localisation donnée est desservie de façon optimale ou non en termes d'infrastructures, établissements ou prestations importants pour la population: restaurants, écoles, cabinets médicaux entre autres. Elles renseignent donc sur la qualité de vie et mettent en lumière les différences qui existent entre les régions. Le chapitre «Espace et environnement» a été en grande partie remanié et présente cette année l'utilisation des ressources et les émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'un graphique sur la perception des conditions environnementales par la population. Dans le chapitre «Mobilité et transports», on trouve de nouvelles informations sur la thématique du coût et du financement des transports par route, chemin de fer et transport aérien.

Parmi les statistiques élaborées par l'OFS, les données d'enquêtes et de relevés peuvent exiger selon les cas une exploitation plus ou moins longue et complexe. Par conséquent, elles ne se réfèrent pas nécessairement à la même année: dans de nombreux cas, il s'agit des données 2014 ou même 2015, alors que d'autres fois il s'agit d'années précédentes. Cependant, ce sont toujours les résultats les plus actuels qui sont publiés. Par ailleurs, il est à tout moment possible de trouver les données les plus récentes sur un thème donné dans notre offre en ligne.

L'année 2016 amènera aussi son lot de nouveautés pour l'OFS avec notamment la mise en ligne à l'automne du nouveau Portail statistique, plus moderne, plus interactif, adapté aux technologies les plus récentes et consultable également sur tous les supports mobiles. Dans le domaine des terminaux mobiles d'ailleurs, un nouveau type de publication a été développé en 2015: les publications digitales, ou DigiPubs. Une des premières DigiPub était consacrée aux élections au Conseil national. D'autres thèmes seront publiés sous cette forme dans le courant de l'année 2016.

Georges-Simon Ulrich

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, février 2016

Autres sources d'informations:

- Recevez les communiqués de presse de l'OFS par courrier électronique, gratuitement et dès leur parution. Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications les plus récentes de l'OFS classées par thèmes: www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le service d'information de l'OFS répond à vos questions:
tél. +41 58 463 60 11 ou e-mail : info@bfs.admin.ch

Population résidante permanente dans les cantons, en 2014

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2010–2014 en %
Suisse	8 237,7	24,3	84,5	206,0	4,7
Zurich (ZH)	1 446,4	25,8	99,3	870,8	5,3
Berne (BE)	1 009,4	15,0	74,4	172,8	3,0
Lucerne (LU)	394,6	17,6	64,0	276,1	4,5
Uri (UR)	36,0	11,5	88,1	34,1	1,7
Schwytz (SZ)	152,8	19,9	81,8	179,4	4,1
Obwald (OW)	36,8	14,2	27,8	76,6	3,5
Nidwald (NW)	42,1	13,6	50,6	174,2	2,6
Glaris (GL)	39,8	22,6	75,5	58,5	3,1
Zoug (ZG)	120,1	26,3	100,0	579,9	6,2
Fribourg (FR)	303,4	21,4	74,0	190,3	8,9
Soleure (SO)	263,7	20,8	86,1	333,6	3,3
Bâle-Ville (BS)	190,6	34,8	100,0	5 150,8	3,0
Bâle-Campagne (BL)	281,3	21,3	97,5	543,5	2,5
Schaffhouse (SH)	79,4	25,0	89,9	266,4	4,0
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	54,1	15,4	76,6	222,6	2,0
Appenzell Rh.-Int. (AI)	15,9	10,6	0,0	91,9	1,1
Saint-Gall (SG)	495,8	23,3	82,6	254,2	3,5
Grisons (GR)	195,9	18,1	44,5	27,6	1,7
Argovie (AG)	645,3	23,9	85,1	462,5	5,5
Thurgovie (TG)	263,7	23,8	67,2	305,6	6,2
Tessin (TI)	350,4	27,6	92,0	127,8	5,0
Vaud (VD)	761,4	33,1	89,6	269,8	6,8
Valais (VS)	331,8	22,7	75,1	63,6	6,1
Neuchâtel (NE)	177,3	25,2	89,7	247,3	3,0
Genève (GE)	477,4	40,9	100,0	1 942,1	4,3
Jura (JU)	72,4	14,0	53,0	86,4	3,4

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2014

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2010–2014	en milliers	Croissance en % 2010–2014
Total	1 125,2	4,7	3 383,1	4,9
Zurich	391,4	5,0	1 315,7	5,3
Genève	194,6	3,8	570,2	4,7
Bâle	168,6	3,3	537,1	3,0
Berne	130,0	4,5	406,9	3,8
Lausanne	133,9	4,8	402,9	6,2
Winterthour	106,8	5,4	150,5	5,1

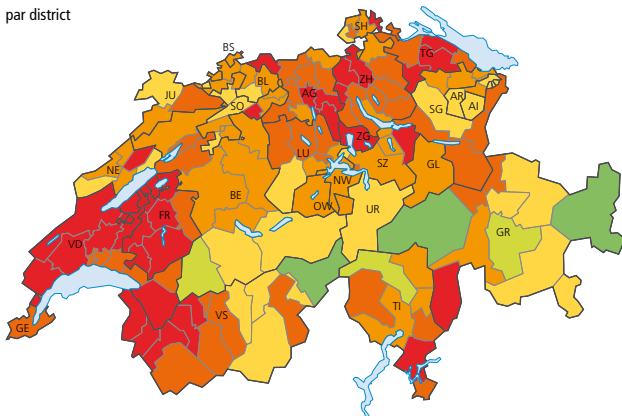
La population est majoritairement citadine

En 2014, la part de la population vivant dans des régions urbaines atteint 84,5%. Environ la moitié de cette population urbaine habite dans l'une des cinq plus grandes agglomérations de Suisse (Zurich, Genève, Bâle, Berne et Lausanne).

La croissance démographique dans les régions urbaines est plus marquée que dans les régions rurales (2014: +1,2% contre +1,0%).

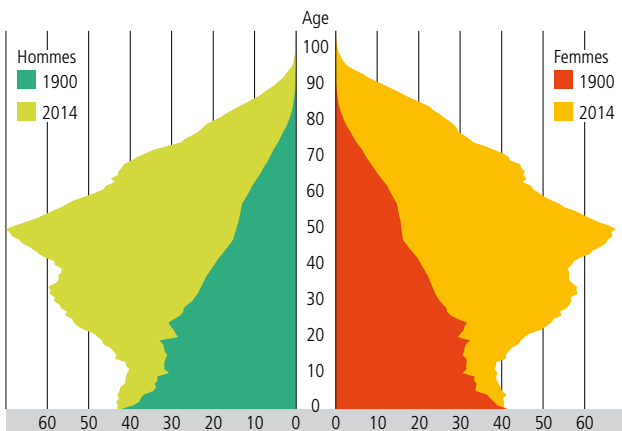
Croissance démographique, de 2010 à 2014

par district



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges s'est transformée en «sapin» (2014), les générations 1960 à 1971 étant ici prédominantes. Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant. Le vieillissement va se poursuivre: la part des 65 ans ou plus devrait passer de 17,8% en 2014 à 28% environ en 2060. Ces dernières années, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et, dans une bien moindre mesure, par l'excédent des naissances.

Enfants nés vivants, en 2014

Total	85 287
Garçons pour 100 filles	105,8
Part des enfants nés hors-mariage en %	21,7
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité observés durant l'année sous revue dans différentes classes d'âges

Décès, en 2014

Total	63 938
Age au décès	
0–19 ans	514
20–39 ans	831
40–64 ans	7 546
65–79 ans	16 101
≥ 80 ans	38 946

Migrations internationales, en 2014

Immigration	187 326
dont étrangers	161 149
Emigration	111 103
dont étrangers	82 607
Solde migratoire	76 223
Suisses	–2 319
Etrangers	78 542

Migrations internes², en 2014

Total arrivées et départs	491 978
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2014

Total	41 891
Suisse/Suisse	20 394
Suisse/étrangère	8 237
Etranger/Suisse	6 823
Etranger/étrangère	6 437
Age moyen au mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,8
Femmes célibataires	29,6

Divorces, en 2014

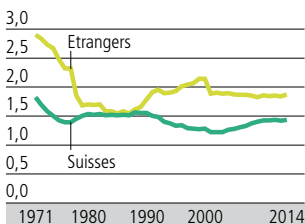
Total	16 737
avec enfants mineurs (%)	44,5
Durée du mariage	
0–4 ans	2 062
5–9 ans	4 256
10–14 ans	3 044
15 ans et plus	7 375
Indic. conjoncturel de divortialité ³	40,9

3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

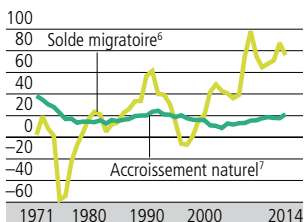
Naissances multiples⁴, en 2014

Total	1 549
dont naissances de jumeaux	1 517

4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

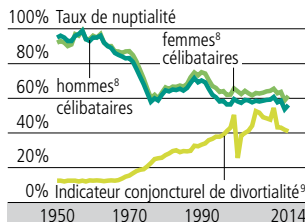
Indicateur conjoncturel de fécondité⁵

5 Nombre d'enfants par femme; cf. remarque 1

Solde migratoire et accroissement naturel en milliers

6 Jusqu'à 2010 y c. changements de statut, dès 2011 y c. les passages de la population résidente non permanente

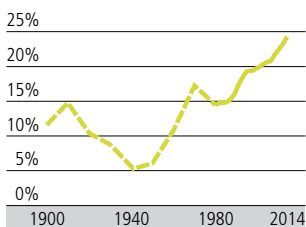
7 Naissances vivantes moins décès

Mariages et divorces

8 Pourcentage des hommes célibataires ou des femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3. A partir de 2011, les divorces entre deux personnes étrangères ne sont pas tous saisis

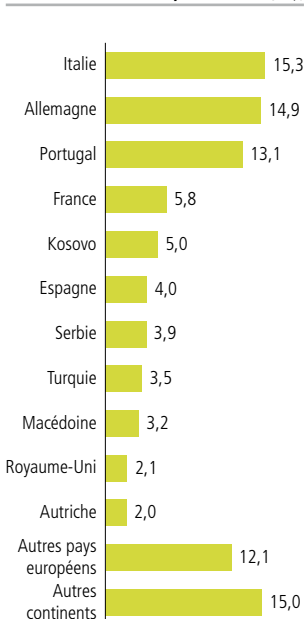
Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère



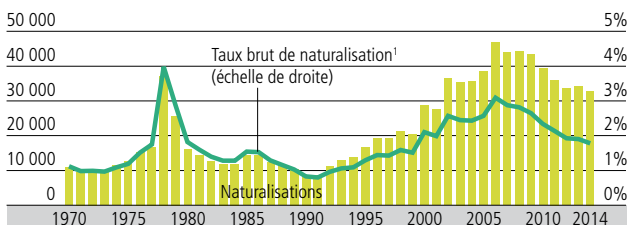
Population résidente permanente et non permanente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2014

	en milliers
Total	2 085,3
Autorisation de séjour (livret B)	648,1
Autorisation d'établiss. (livret C)	1 255,8
Fonctionnaires internationaux et diplomates	19,7
Autorisation de séjour de courte durée (livret L)	96,0
Requérants d'asile (livret N)	19,4
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	28,6
Pas attribué	7,7

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité, en 2014



Acquisitions de la nationalité suisse



¹ Nombre d'acquisitions de nationalité pour 100 titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement au début de l'année

Population étrangère: près de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 10 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 24,3%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (55,5%) y résident depuis 10 ans ou plus ou y sont nés. En 2014, 32 836 personnes (1,8% de la population résidente permanente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: en 2014, on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans) chez les étrangers, contre 36 chez les Suisses. 28,8% des enfants nés en Suisse en 2014 sont de nationalité étrangère. En 2014, le nombre des immigrations a diminué de 3,1% par rapport à l'année précédente. 62% des immigrants étaient des ressortissants de l'UE/AELE.

Diversification des formes de vie commune

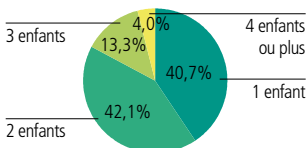
En 2013, seuls 29% des ménages privés sont du type «couple avec enfants». Parmi tous les ménages comprenant au moins un enfant de moins de 25 ans, les familles monoparentales représentent 14% et les familles recomposées 6%: ces chiffres élevés sont la conséquence des nombreux divorces (16 737 en 2014). Par ailleurs, la proportion des naissances hors mariage a presque doublé entre 2000 et 2014, passant de 11% à 22%. Quant à la décision de se marier et de fonder une famille, elle intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 30 ans (2014) pour les femmes et de 26 à 32 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 31 ans. Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: en 2014, presque huit mères sur dix (78,5%) en couple sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères.

Ménages privés, en 2013 en milliers

Total	3 532,6
Ménages d'une personne	1 240,6
Ménages familiaux	2 184,0
Couples sans enfants	975,2
Couples avec enfants	1 019,7
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	203,3
Ménages non familiaux	70,3

Ménages familiaux avec enfants, en 2013

uniquement enfants de moins de 25 ans



Langues principales, en 2013¹ en %

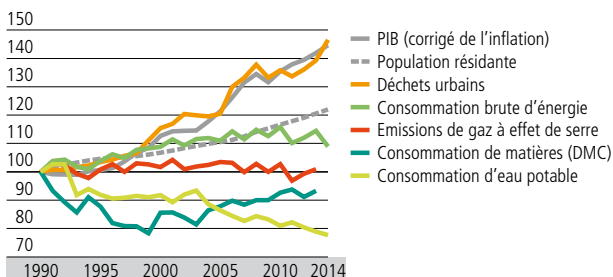
Allemand	64,5
Français	22,6
Italien	8,3
Romanche	0,5
Anglais	4,7
Portugais	3,5
Albanais	2,6
Serbe et croate	2,5
Espagnol	2,2
Langues turques	1,1
Autres langues	5,3

¹ Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé. Plusieurs langues possibles

Appartenance religieuse, en 2013² en %

Évangéliques réformés	26,1
Catholiques romains	38,0
Autres communautés chrétiennes	5,8
Communautés juives	0,2
Communautés islamiques	5,1
Autres communautés religieuses	1,3
Sans confession	22,2
Sans indication	1,3

² Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé



La croissance démographique et économique va généralement de pair avec une consommation accrue de ressources naturelles et une augmentation des émissions, sauf si par exemple les comportements changent ou que l'efficacité est améliorée grâce au progrès technologique. Ainsi, la consommation d'énergie et celle du sol suivent à peu près l'évolution de la population. La quantité de déchets produite suit quant à elle plus ou moins l'évolution du produit intérieur brut (PIB). La situation est différente pour les émissions de gaz à effet de serre, restées plus ou moins constantes depuis 1990. En ce qui concerne la consommation d'eau potable et la consommation de matières, les besoins d'une population et d'une économie en croissance ont même pu être couverts par de plus faibles quantités.

Utilisation du sol

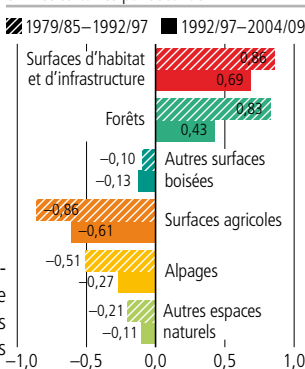
Période de relevé 2004–2009

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Surfaces boisées	12 931	31,3
Surfaces agricoles	9 678	23,4
Alpages	5 139	12,4
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	3 079	7,5
Lacs et cours d'eau	1 769	4,3
Autres espaces naturels	8 690	21,0

En l'espace de 24 ans, les surfaces d'habitat et d'infrastructure ont augmenté de 23%, essentiellement au détriment des surfaces agricoles. Selon les données les plus récentes, l'habitat et les infrastructures couvrent 7,5% du territoire national et 4,7% du sol est imperméabilisé.

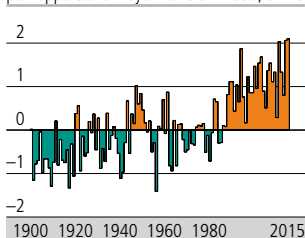
Evolution de l'utilisation du sol

en mètres carrés par seconde



Ecart de température

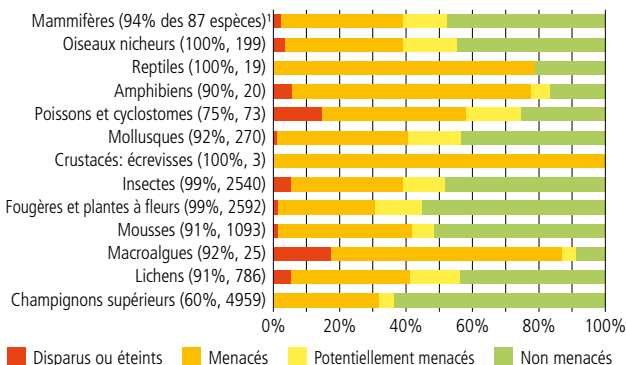
par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



La température de l'air varie d'année en année, des périodes plus chaudes alternant avec des périodes plus froides. Sur les 11 années les plus chaudes enregistrées en Suisse depuis le début des mesures en 1864, 10 datent du 21^{ème} siècle, l'année la plus chaude jusqu'ici étant 2015.

Animaux et plantes menacés (listes rouges)

Etat: 1994–2014, selon le groupe d'espèces

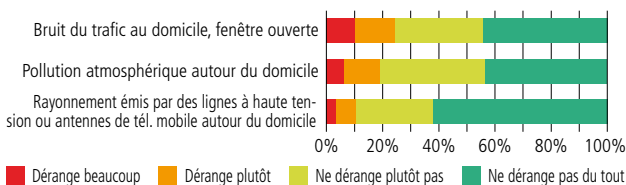


1 Exemple de lecture: le degré de menace a été évalué pour 94% des 87 espèces de mammifères. Les données sont insuffisantes pour les 6% restants.

La Suisse abrite environ 46 000 espèces de plantes, de champignons ou d'animaux. 36% des espèces étudiées sont inscrites sur les listes rouges des espèces menacées, disparues ou éteintes.

Perception des conditions environnementales au domicile en 2015

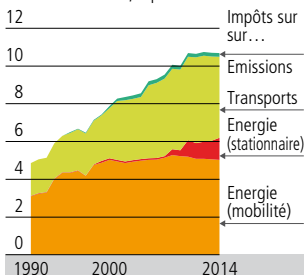
Part de la population



En 2015, le bruit du trafic au domicile, fenêtre ouverte, était ressenti comme très dérangeant ou plutôt dérangeant par 24% de la population. 19% de la population était de cet avis pour ce qui est de la pollution atmosphérique autour du domicile et 10% en ce qui concerne le rayonnement émis par des lignes à haute tension ou des antennes de téléphonie mobile. Ces perceptions correspondent pratiquement à celles observées en 2011.

Recettes des impôts liés à l'environnement

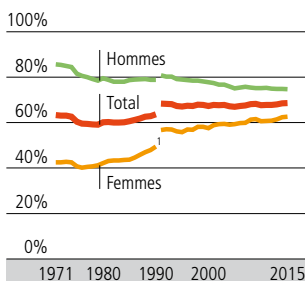
Milliards de francs, à prix courants



Les impôts liés à l'environnement ont pour effet d'augmenter les prix des biens et services dommageables pour l'environnement, incitant les consommateurs et les producteurs à tenir compte des conséquences de leurs décisions. En 2014, les recettes de ces impôts correspondaient à 6,1% du total des recettes des impôts et contributions sociales.

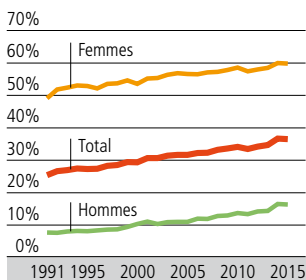
► www.statistique.admin.ch →
Thèmes → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente (15+)

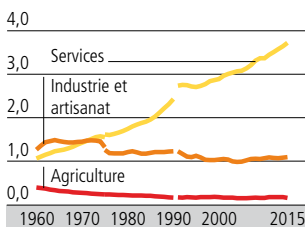


1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

Population résidente permanente, en milliers
2^e trimestre

	2014	2015
Total	4 519	4 590
Indépendants	590	559
Collaborateurs familiaux	99	85
Salariés	3 620	3 733
Apprentis	210	212

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

2 ^e trimestre	1991	2000	2005	2010	2014	2015
Total	4 101	4 074	4 189	4 553	4 870	4 948
Suisses	3 050	3 105	3 130	3 301	3 407	3 452
Etrangers	1 051	969	1 058	1 252	1 463	1 496
Autorisat. d'établissement	551	588	576	624	715	721
Autorisation de séjour	177	181	235	341	389	410
Saisonniers ¹	85	25	—	—	—	—
Frontaliers	183	140	176	228	281	294
Autorisat. de courte durée	21	20	53	42	51	46
Autres étrangers	34	15	18	17	27	26
Hommes	2 408	2 302	2 321	2 510	2 654	2 691
Femmes	1 693	1 772	1 868	2 043	2 215	2 257

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte progression de l'activité féminine

Entre 2010 et 2015, la progression des femmes actives occupées était bien plus marquée que celle des hommes actifs occupés (+10,3% à 2,273 millions resp. +6,8% à 2,703 millions). L'importance du temps partiel s'accroît aussi depuis des années. En 2015, 59,8% des femmes exerçaient une activité à temps réduit (2010: 58,6%). La part d'hommes à temps partiel s'élevait à 16,4%, mais elle a également progressé depuis 2010 (+2,7 points de pour-cent). L'essor de l'activité féminine et du temps partiel ont certainement été favorisés par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,8% des femmes étaient occupées dans le secteur tertiaire en 2015 (hommes: 64,9%) et les emplois à temps partiel se concentrent dans le secteur tertiaire (9 emplois à temps partiel sur 10).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, leur proportion a atteint 29,9% en 2014. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 38,9% des actifs occupés (2014), contre 28,0% dans le tertiaire.

En 2014, 78,4% des actifs occupés étrangers étaient des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE. Parmi la population résidente permanente, deux tiers des ressortissants de l'UE sont de nationalité allemande (25,4%), italienne (21,4%) ou portugaise (20,5%).

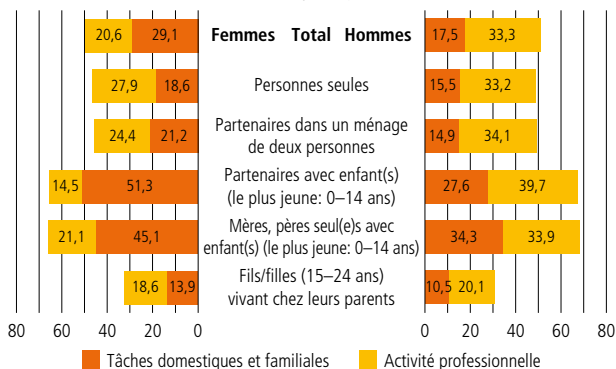
Taux de chômage¹ par grandes régions et autres caractéristiques

2 ^e trimestre	2005	2010	2013	2014	2015
Suisse	4,4	4,2	4,2	4,4	4,2
Région lémanique	6,5	5,7	6,5	6,2	6,6
Espace Mittelland	4,0	4,0	3,4	4,1	3,4
Suisse du Nord-Ouest	4,1	4,4	3,8	4,1	3,1
Zurich	4,2	3,8	4,0	4,5	4,1
Suisse orientale	3,8	3,6	3,8	2,8	3,7
Suisse centrale	2,9	3,1	2,1	3,7	3,1
Tessin	6,1	5,4	6,4	6,6	6,2
Hommes	3,9	3,8	4,1	4,3	4,0
Femmes	5,1	4,8	4,2	4,5	4,3
Suisses	3,2	3,2	2,9	3,2	2,8
Étrangers	8,9	7,5	7,9	7,9	8,0
15–24 ans	8,8	7,2	7,0	7,7	6,4
25–39 ans	4,4	4,8	4,6	4,7	4,6
40–54 ans	3,3	3,3	3,4	3,6	3,5
55–64 ans	3,7	3,4	3,2	3,7	3,7

¹ Taux de chômage au sens du BIT

Temps consacré à l'activité professionnelle et au travail domestique et familial, en 2013

Selon la situation familiale, en heures en moyenne par semaine¹



¹ Seulement personnes en âge d'exercer une activité professionnelle (femmes 15–63, hommes 15–64 ans)

Participation au travail bénévole, en 2013

en % de la population résidente permanente de 15 ans et plus

	Total	Informel	Organisé
Total	33,3	18,6	20,0
Hommes	31,8	13,8	22,2
Femmes	34,8	23,2	17,9

Salaire mensuel brut¹ selon les grandes régions, secteur privé, en 2014

Médiane, en francs

	Total	Position professionnelle ²			
		a	b	c	d
Suisse	6 189	9 990	8 019	6 711	5 657
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 118	10 344	8 456	6 655	5 515
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	6 112	9 204	7 153	6 697	5 773
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 451	10 321	8 429	7 068	5 856
Zürich (ZH)	6 614	12 199	9 397	7 444	5 846
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	5 813	8 313	7 183	6 097	5 367
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	6 196	9 425	7 575	6 493	5 684
Tessin (TI)	5 125	7 999	6 129	5 366	4 640

Salaire mensuel brut¹, secteurs privé et public, en 2012

Médiane, en francs

	Total	Niveau de compétences ³			
		a	b	c	d
Economie totale	6 439	4 857	5 417	6 870	8 806
Secteur privé	6 118	4 771	5 282	6 730	8 450
Secteur public	7 750	5 402	6 337	7 239	9 276

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Position professionnelle

a = cadre supérieur et moyen

b = cadre inférieur

c = responsable de l'exécution de travaux

d = sans fonction de cadre

3 Niveau de compétences

a = Tâches physiques ou manuelles simples

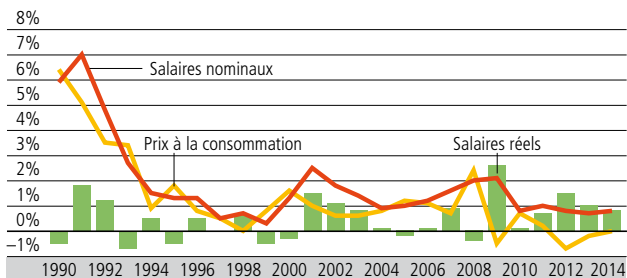
b = Tâches pratiques telles que la vente, les soins, le traitement de données et les tâches administratives, l'utilisation de machines et d'appareils électroniques, les services de sécurité, la conduite de véhicules

c = Tâches pratiques complexes nécessitant un vaste ensemble de connaissances dans un domaine spécialisé

d = Tâches qui exigent une capacité à résoudre des problèmes complexes et à prendre des décisions fondées sur un vaste ensemble de connaissances théoriques et factuelles dans un domaine spécialisé

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

Variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2010	2013	2014
Total	254	272	279	298	308	311
Hommes	241	257	264	280	289	291
Femmes	279	302	311	336	347	351

Le commerce extérieur est le principal soutien à la croissance du PIB en 2014

L'activité économique en Suisse en 2014, mesurée par le PIB, a de nouveau enregistré une croissance soutenue de 1,9% après la valeur de 1,8% mesurée en 2013 (variation aux prix de l'année précédente). Plus de la moitié de la croissance du PIB en 2014 est attribuable au commerce extérieur et plus particulièrement aux bons résultats de la balance des biens (sans l'or non monétaire). Les ventes à l'étranger de l'industrie pharmaceutique et du secteur de l'horlogerie et bijouterie enregistrent une forte hausse. Par contre, en raison de la forte augmentation des importations de services aux entreprises, de droits de licences et des dépenses touristiques à l'étranger, la balance des services se dégrade et ne contribue pas à la croissance.

Toujours côté demande, la consommation finale ralentit (+1,3% contre +2,1% en 2013) reflétant la détérioration du climat de consommation des ménages, tandis que les investissements enregistrent une hausse marquée (+2,1%) provenant essentiellement de la construction.

En ce qui concerne l'approche par la production, la croissance du PIB est générée essentiellement par l'industrie manufacturière, la construction et les services non financiers, tels que la santé et les télécommunications. La croissance du secteur financier (banques et assurances) s'est par contre tassée après la forte hausse de 2013.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^p	2014 ^p
PIB	4,0	4,1	2,3	-2,1	3,0	1,8	1,1	1,8	1,9
Dépense de consommation finale	1,3	2,0	1,0	1,6	1,4	1,0	2,6	2,1	1,3
Formation brute de capital	5,2	-3,3	7,2	4,5	-4,9	12,1	-10,3	-9,0	5,0
Exportations de biens et de services	6,3	11,4	3,9	-10,0	12,8	4,9	1,1	15,2	-6,9
Importations de biens et de services	3,2	5,8	4,9	-3,8	8,1	9,2	-2,6	13,4	-8,1
PIB en milliards de francs, à prix courants	538	573	597	587	606	618	624	635	642

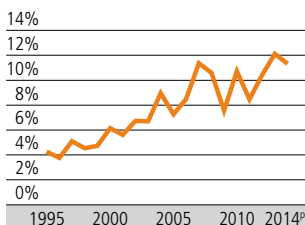
Importance des relations avec le reste du monde

A partir de 1997, le commerce extérieur a joué un rôle moteur dans la croissance du PIB. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du PIB qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale, ce qui a conduit à une contribution du commerce extérieur négative.

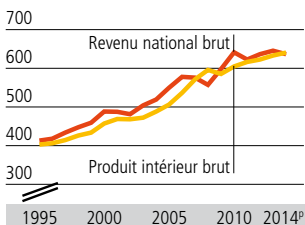
Depuis la crise financière de 2008, l'apport du commerce extérieur à la croissance du PIB est devenu plus erratique. Sur la plus longue durée, l'importance croissante du reste du monde s'observe également en considérant les revenus de la fortune encaissés de l'étranger, qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national

brut (RNB), généralement plus dynamique que le PIB. Les années 2008 et 2011 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger en 2008 et des effets de change en 2011. En 2014 le RNB non seulement diminué (-1,3%) mais il se situe à un niveau inférieur au PIB. Cette détérioration est due à la forte progression des revenus de la fortune versés à l'étranger concernant les investissements directs étrangers en Suisse et les revenus des investissements de portefeuille, ainsi qu'à l'accroissement des salaires versés aux frontaliers.

Poids de la contribution extérieure
dans le PIB à prix courants

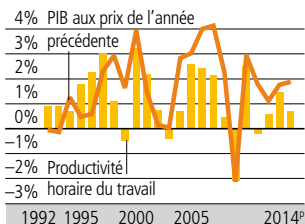


PIB et RNB à prix courants
en milliards de francs suisses



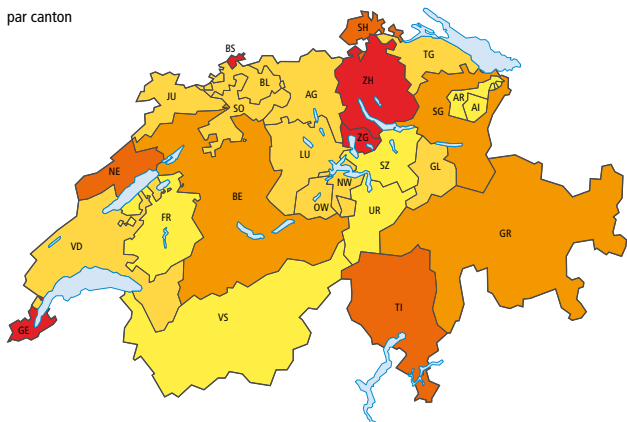
Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par heure de travail.

Taux d'évolution annuel



Produit intérieur brut par habitant, en 2013

par canton



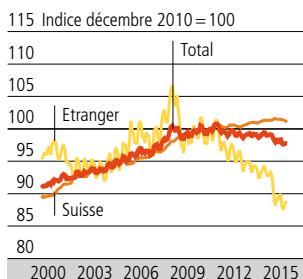
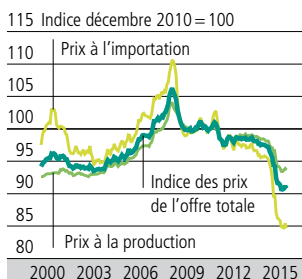
Produit intérieur brut par habitant à prix courants, en francs

< 60 000
 ≥ 60 000
 ≥ 70 000
 ≥ 80 000
 ≥ 90 000
 CH: 78 480

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Economie nationale

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2011	2012	2013	2014	2015
Total	0,2	-0,7	-0,2	0,0	-1,1
Alimentation et boissons non-alcoolisées	-3,3	-1,0	1,2	0,9	-0,8
Boissons alcoolisées et tabacs	1,7	1,1	1,3	1,0	0,0
Habillement et chaussures	1,4	-6,0	-3,7	-1,3	0,3
Logement et énergie	2,4	0,8	0,1	1,0	-0,6
Équipement ménager et entretien courant	-1,3	-1,9	-1,6	-1,0	-2,1
Santé	-0,2	-0,3	-0,9	-0,9	-0,4
Transport	1,1	-2,2	-0,9	-1,2	-4,4
Communications	0,1	-0,6	-2,3	-2,3	-0,9
Loisirs et culture	-3,3	-2,8	0,0	0,1	-2,0
Enseignement	1,4	1,7	1,7	1,6	1,2
Restaurants et hôtels	1,5	0,7	0,7	0,7	0,0
Autres biens et services	0,2	0,1	0,6	-0,8	-0,8

Prix à la consommation selon la provenance des biens**Indice des prix à la production et à l'importation****Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2014**

EU-28 = 100

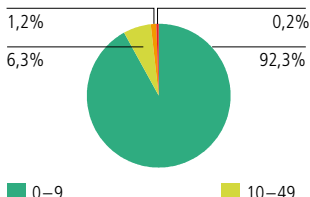
	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	146	104	110	101
Consommation individuelle effective	156	101	107	103
Alimentation et boissons non-alcoolisées	155	104	110	110
Boissons alcoolisées et tabacs	118	93	106	97
Habillement et chaussures	123	102	102	105
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	173	105	115	100
Ameublement, équipement ménager et entretien	123	98	105	105
Santé	188	101	105	115
Transport	113	104	102	99
Communications	122	103	97	119
Loisirs et culture	139	105	107	101
Enseignement	239	110	110	94
Hôtels, cafés et restaurants	153	98	109	109
Autres biens et services	156	97	106	98
Consommation collective effective	171	119	126	113
Formation brute de capital fixe	136	114	113	89
Machines et appareils	118	99	99	99
Construction	168	129	123	82
Logiciels	100	103	98	107

Plus de 99% des entreprises sont des PME

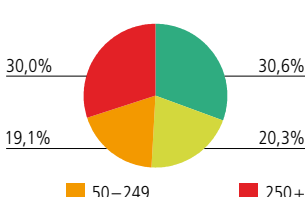
En Suisse, plus de 99% des entreprises sont des PME, c'est-à-dire des petites et moyennes entreprises avec moins de 250 emplois. La proportion de micro-entreprises en 2013 est plus élevée dans le secteur des services (92,9%) que dans le secondaire (82,5%). En conséquence, la taille moyenne des entreprises est plus petite dans le tertiaire (9 emplois) que dans le secondaire (12 emplois). Les PME représentent environ deux tiers des emplois, les grandes entreprises (à partir de 250 emplois) environ un tiers. Un peu plus d'un quart des emplois (28%) se trouvent dans des micro-entreprises (moins de 10 emplois) et près d'un cinquième (19%) dans des entreprises comptant de 10 à 49 emplois. La part du secteur tertiaire dans le total des emplois se situait à 70,8% en 2013. Au sein des entreprises marchandes on dénombrait près de 160 000 emplois dans le secteur primaire, 1 098 000 dans le secondaire et 3 045 000 dans le tertiaire. Les branches comptant le plus grand nombre d'emplois sont les activités pour la santé humaine (359 000 emplois) et le commerce de détail (352 000).

Taille des entreprises¹, en 2013

Entreprises selon la taille



Emplois selon la taille des entreprises



0-9

10-49

50-249

250+

¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée en équivalents plein temps (les emplois à temps partiel sont convertis en emplois à plein temps)

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

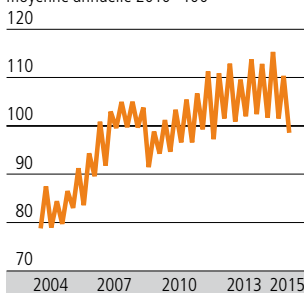
selon la NOGA 2008, en milliers	2013	
	Entreprises	Emplois
Total	563,2	4 303,3
Secteur primaire	55,3	159,9
Secteur secondaire	90,0	1 098,4
dont:		
Industries alimentaires et du tabac	3,3	86,4
Industries du textile et de l'habillement	2,5	14,2
Industries du bois et du papier; imprimerie	10,2	73,5
Industrie pharmaceutique	0,3	42,7
Fabrication de produits métalliques	7,8	87,9
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,2	113,4
Fabrication d'équipements électriques	0,9	37,0
Production et distribution d'énergie	0,7	30,0
Construction de bâtiments et génie civil	8,2	110,3
Secteur tertiaire	417,9	3 045,0
dont:		
Commerce de gros	24,3	234,6
Commerce de détail	37,1	352,0
Hébergement	5,6	77,0
Restauration	23,2	161,4
Programmation, conseil et autres activités informatiques	15,1	84,3
Activités des services financiers	6,3	198,1
Activités d'architecture et d'ingénierie	24,0	118,3
Activités de services administratifs et de soutien	3,7	22,0
Santé humaine et action sociale	51,6	358,6

Créations d'entreprises, en 2013

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	Emplois créés	Emplois à plein temps créés	Emplois à temps partiel créés
Total	12 440	22 281	13 829	8 452
Secteur secondaire	2 156	4 712	3 611	1 101
Industrie et énergies	663	1 188	825	363
Construction	1 493	3 524	2 786	738
Secteur tertiaire	10 284	17 569	10 218	7 351
Commerce et réparations	2 281	3 691	2 123	1 568
Transports et entreposage	342	581	376	205
Hébergement et restauration	273	786	381	405
Information et communication	951	1 668	1 120	548
Activités financières et assurances	659	1 200	855	345
Activités immobilières et de services	1 212	2 097	1 102	995
Activités spécialisées et scientifiques	3 200	4 877	3 044	1 833
Enseignement	238	342	140	202
Santé et action sociale	500	1 267	559	708
Arts et activités récréatives	237	428	203	225
Autres activités de services	391	632	315	317

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 2010=100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a dans l'ensemble progressé de 31% entre 2004 et 2014. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. La production a fortement augmenté dans les années 2005 à 2007 sous l'effet de la bonne conjoncture. Elle s'est amoindrie à fin 2008, suite à la crise financière mondiale. Mais la situation a commencé à s'améliorer en 2010, année où la production suisse a de nouveau atteint le niveau de l'indice de 2007.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2010	2011	2012	2013	2014
Total	nominal	1,9	-1,2	1,0	0,4	0,1
	réel	3,2	1,2	3,4	1,6	1,0
dont:						
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	2,3	-0,5	1,7	2,3	1,8
	réel	3,1	2,1	2,4	1,1	0,9
Vêtements, chaussures	nominal	2,0	-4,0	-2,3	-2,0	-1,1
	réel	0,9	-5,6	4,0	1,9	0,2
Carburants	nominal	2,2	4,7	6,9	1,9	-5,7
	réel	-5,7	-1,4	2,5	4,2	-2,6
Total hors carburants	nominal	1,9	-1,6	0,7	0,3	0,4
	réel	2,9	0,6	3,2	1,3	1,0

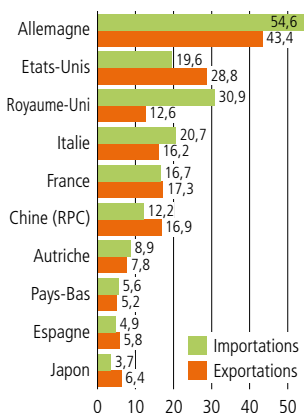
Coût du travail

Les coûts de la main-d'œuvre correspondent aux charges supportées par les entreprises pour rémunérer le facteur de production travail et représentent généralement une part importante des coûts de production des biens et des services. Constitués des salaires et traitements (79,1%), des cotisations sociales à la charge des employeurs (17,6%) et d'autres frais composés notamment de frais de formation professionnelle et de recrutement (3,3%), ils s'élevaient en 2012 à 61.30 francs en moyenne par heure travaillée pour l'ensemble des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire.

Le coût du travail est pour les entreprises l'un des principaux indicateurs de l'attractivité des différentes places économiques nationales et peut varier fortement d'un pays à l'autre. Influencés par la force du franc (cours euro 2012: 1.21 francs), les coûts moyens de la main-d'œuvre se sont élevés en Suisse en 2012 à 51.25 euros par heure travaillée dans les entreprises de 10 salariés ou plus. En Autriche, en Allemagne et en France, pays limitrophes de la Suisse, les coûts horaires étaient respectivement de 29.75 euros, 30.50 euros et 34.25 euros.

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2014

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. En 2014, ses principaux partenaires commerciaux sont les pays industrialisés, qui ont absorbé 59,9% des exportations et ont fourni 76,3% des importations. L'UE occupe à cet égard une place essentielle (45,0% des exportations, 66,1% des importations).

Commerce extérieur: les principaux biens

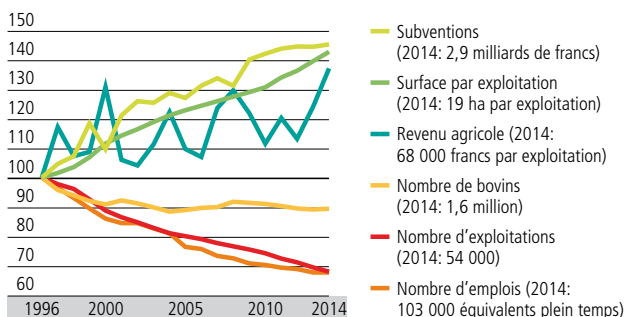
en millions de francs

	Importations			Exportations		
	1990	2013	2014	1990	2013	2014
Total	96 611	298 394	252 505	88 257	332 137	285 179
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	8 095	14 055	14 062	2 998	9 201	9 415
Textiles, habillement, chaussures	8 806	8 904	9 247	4 984	3 097	3 173
Produits chimiques	10 625	41 849	42 945	18 422	80 934	85 323
Métaux	9 025	14 119	14 395	7 537	12 082	12 481
Machines, électronique	19 794	30 237	30 347	25 527	33 305	33 341
Véhicules	10 230	15 854	16 151	1 485	5 252	5 682
Instruments, horlogerie	5 786	19 149	20 072	13 330	45 315	47 076

Les surfaces agricoles ainsi que les forêts et autres surfaces boisées occupent respectivement 36% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2014, la part cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 0,8%.

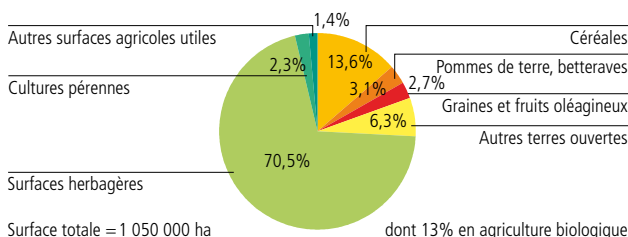
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2014

sans les alpages



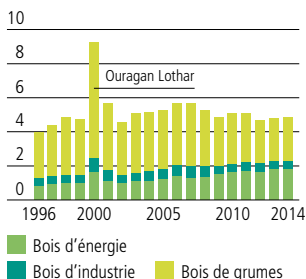
Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2015

	en %
Produits végétaux	40,6
Céréales	3,7
Plantes fourragères	8,5
Produits maraîchers et horticoles	13,9
Fruits et raisin	5,4
Vins	4,4
Autres produits végétaux	4,7
Animaux et produits animaux	48,0
Bovins	13,9
Porcins	8,2
Lait	19,8
Autres animaux et produits animaux	6,1
Services agricoles	7,0
Activités secondaires non agricoles	4,4

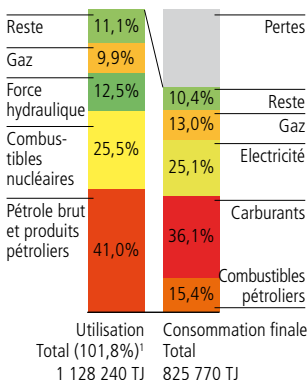
¹ Valeur totale = 10,1 milliards de francs

Récolte de bois

en millions de m³



Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2014

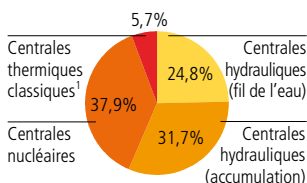


¹ Y c. le solde exportateur d'électricité (1,8%)

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc. se traduit par une utilisation accrue d'énergie, à moins d'être compensée par une meilleure efficacité énergétique. En 2014, les transports représentaient le principal agent consommateur d'énergie, avec tout juste 38% de la consommation d'énergie finale. 65% de la consommation d'énergie finale ont été couverts par les énergies fossiles et 21,4% l'ont été par les énergies renouvelables, principalement l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2014



Total: 69,6 milliards kWh

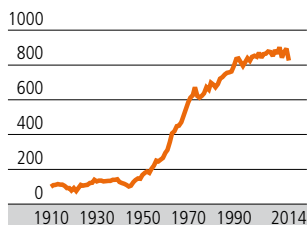
¹ Y.c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

Energies renouvelables, en 2014

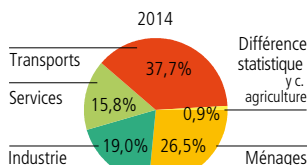
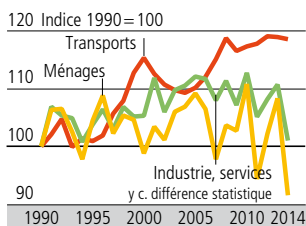
Part de la consommation finale en %

Total	21,42
Force hydraulique	12,97
Energie solaire	0,61
Chaleur ambiante	1,53
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	4,50
Energie éolienne	0,04
Part renouvelable des déchets	1,37
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,22
Carburants biogènes	0,19

Consommation finale d'énergie en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction

en millions de francs, aux prix de 2000

	1980	1990	2000	2010	2013
Total	34 198	47 588	43 708	49 240	53 416
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 958	17 233
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 649	10 309
dont routes	...	...	5 221	4 739	4 432
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	6 309	6 924
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	33 281	36 183
dont logements	...	...	17 147	22 995	24 842

Construction de logements

	1980	1990	2000	2010	2013
Nouveaux bâtiments à usage d'habitation	20 806	16 162	16 962	14 736	14 176
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 387	8 567
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	43 632	50 166
d'une pièce	2 122	2 010	528	725	1 588
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 913	7 066
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	10 608	13 721
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 438	16 341
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 948	11 450

Parc de logements

	1980	1990	2000	2010	2014
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 079 060 ²	4 289 428
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,94 ¹	1,19 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

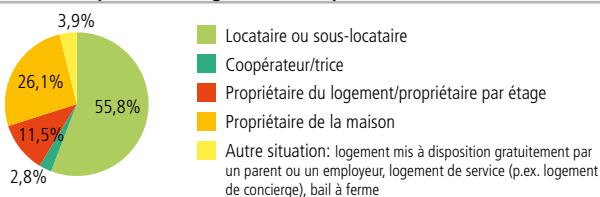
2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

Vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2014, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 57%. Celles-ci représentent en 2013 60% des bâtiments d'habitation nouvellement construits.

Augmentation constante du taux de propriété depuis 1970

A fin 2013, sur l'ensemble de la Suisse, 37,5% des ménages, soit 1 325 707 ménages, sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Depuis 1970, ce taux est en augmentation constante (1970: 28,5%; 1980: 30,1%; 1990: 31,3%; 2000: 34,6%). C'est dans la catégorie de la propriété par étage que cette croissance est la plus forte, passant de 237 700 ménages en 2000 à 404 876 en 2013 (+70%). Toutefois, les ménages possédant la maison dans laquelle se trouve leur logement représente toujours la majorité des propriétaires (2000: 809 700; 2013: 920 831).

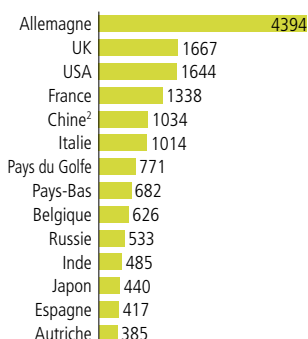
Statut d'occupation des logements occupés, en 2013

Principaux indicateurs du tourisme

	2012	2013	2014
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	271 168	271 298	272 636
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	16 298	16 831	17 162
Terrains de camping	917	891	836
Auberges de jeunesse	459	480	485
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	34 766	35 624	35 934
Hôtes de l'étranger en %	55	55	55
Terrains de camping	2 964	2 864	2 673
Hôtes de l'étranger en %	41	41	39
Auberges de jeunesse	917	947	951
Hôtes de l'étranger en %	41	42	42
Durée de séjour nuits			
Hôtels et établissements de cure	2,1	2,1	2,1
Terrains de camping	3,2	3,2	3,2
Auberges de jeunesse	2,0	2,0	2,0
Taux brut d'occupation des hôtels et établis. de cure			
en % des lits recensés ¹	35,0	36,0	36,1
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	15 100	15 552	15 976 ^P
Dépenses des Suisses à l'étranger	14 256	14 970	15 681 ^P
Solde	843	582	295 ^P

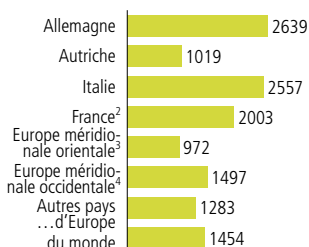
1 Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹, en 2014



1 en milliers, sans la parahôtellerie
2 sans Hongkong

Destinations de voyage à l'étranger des Suisses¹, en 2014



1 Population résidente permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 13,4 millions
2 Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco
3 Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovaquie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine
4 Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Comportement en matière de voyages

87,5% des personnes dès 6 ans vivant en Suisse ont accompli en 2014 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 2,9 voyages avec nuitées et 10,3 voyages d'une journée. Plus de la moitié (56%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 63% des voyages avec nuitées et 10% des voyages d'un jour.

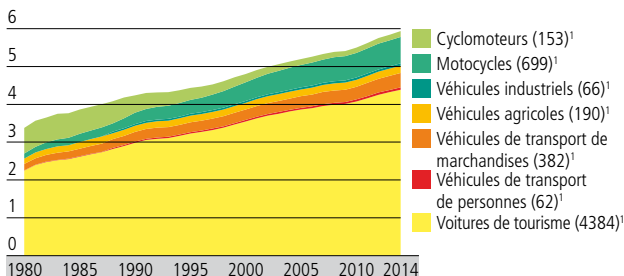
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Tourisme

Infrastructure

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure sont consacrées aux transports (selon la statistique de la superficie 2004/2009). En 2014, le réseau routier s'étendait sur 1823 km pour les routes nationales (dont 1429 km d'autoroutes), 17 933 km pour les routes cantonales et 51 797 km pour les routes communales (état en 1984). La longueur du réseau de chemins de fer était de 5124 km en 2010.

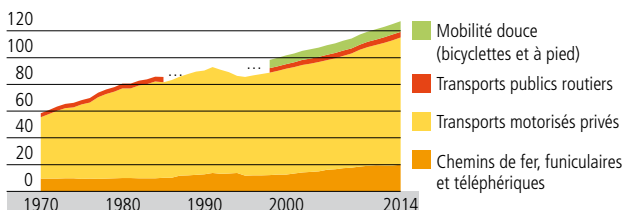
Parc des véhicules routiers motorisés

en millions



Prestations du transport de personnes

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2010

Moyenne par personne et par jour¹

	Distance en km	Durée en min. ²		Distance en km	Durée en min. ²
Total	36,7	83,4	Moyens de transport		
Motifs de déplacement			A pied	2,0	31,4
Travail et formation	10,9	20,5	Bicyclette	0,8	3,8
Achats	4,7	11,8	Cyclomoteur	0,0	0,2
Services et accompagnement	1,8	3,1	Motocycle	0,5	0,9
Déplacements professionnels	2,5	3,9	Voiture	23,8	33,2
Loisirs	14,7	40,5	Bus/Tram	1,4	4,8
Autres	2,1	3,6	Car postal	0,1	0,3
			Train	7,1	6,4
			Autres	0,9	2,4

1 Mobilité journalière en Suisse de la population résidente permanente âgée de 6 ans et plus

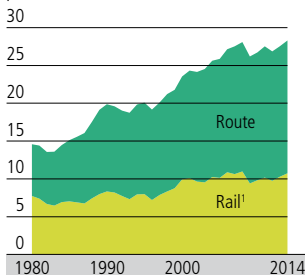
2 Temps de trajet: sans les temps d'attente et de correspondance

Les déplacements pendulaires

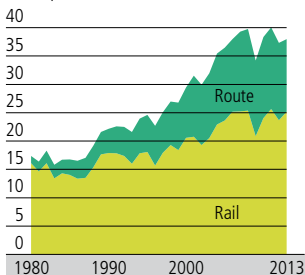
En 2013, 9 personnes actives occupées sur 10 étaient des pendulaires, autrement dit des personnes qui quittent leur domicile pour se rendre au travail. Environ 70% des pendulaires travaillaient en dehors de leur commune de domicile et 20% en dehors de leur canton de domicile.

Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an



A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an

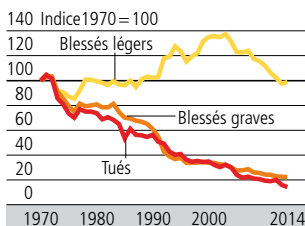


1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

Victimes d'accidents par mode de transport, en 2014

Trafic routier	
Tués	243
Blessés graves	4 043
Blessés légers	17 478
Trafic ferroviaire	
Tués	28
Aviation civile	
Tués	2

Victimes d'accidents de la route



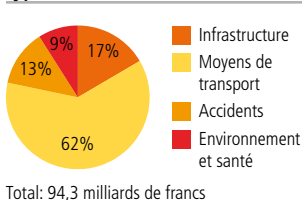
Coûts et financement des transports

En 2010 les transports routiers, ferroviaires et aériens ont engendré en Suisse des coûts totaux de 94,3 milliards de francs. Ce chiffre comprend non seulement les dépenses pour les infrastructures et les moyens de transport mais aussi les coûts des accidents et des dommages causés à l'environnement et à la santé.

Coûts et financement des transports, en 2010

	Mia. fr.	%
Coûts totaux	94,3	100
Transport de personnes	73,5	78
Transport routier motorisé	53,6	57
Mobilité douce (à pied, vélo)	6,0	6
Transport ferroviaire	8,3	9
Aviation	5,7	6
Transport de marchandises	20,8	22
Transport routier	18,1	19
Transport ferroviaire	2,0	2
Aviation	0,7	1
Financement		
Part des usagers	79,9	85
Part de l'Etat	6,9	7
Part de la collectivité	7,3	8

Coûts totaux du transport par type de coûts, en 2010



Total: 94,3 milliards de francs



	Année	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2014 ⁴	8 140	80 767	10 927
Habitants par km ²	2013 ⁴	202	230	84
Pourcentage des moins de 20 ans	2014 ⁴	20,3	18,1	19,6
Pourcentage des plus de 64 ans	2014 ⁴	17,6	20,8	20,5
Population étrangère, en % de la population	2014 ⁴	23,8	8,7	7,8
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2013	10,3	8,3	8,6
Naissances hors mariage en %	2013	21,1	34,8	7,0
Espérance de vie ¹ des femmes en années	2013	85,0	83,2	84,0
Espérance de vie ¹ des hommes en années	2013	80,7	78,6	78,7
Surface totale en km ²	2009 ⁵	41 285	357 113	120 168
Surface agricole en % de la surface totale	2009 ⁵	36,9	51,7	35,4
Surface forestière en % de la surface totale	2009 ⁵	30,8	33,9	33,4
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (t par habitant)	2013 ⁵	6,5	11,6	9,6
Taux d'actifs occupés	2014	79,8	73,8	49,4
Taux de femmes actives occupées	2014	75,1	69,5	41,1
Taux d'hommes actifs occupés	2014	84,4	78,1	58,0
Taux de chômage au sens du BIT (15–74)	2014	4,5	5,0	26,5
Femmes	2014	4,7	4,6	30,2
Hommes	2014	4,4	5,3	23,7
15–24 ans	2014	8,6	7,7	52,4
Chômeurs de longue durée au sens du BIT (15–74)	2014	35,2	44,3	73,5
Produit intérieur brut, par habitant, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2013	40 600	32 000	...
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	2014	–	1	–1
Consommation brute d'énergie, en tonnes d'équivalent de pétrole brut par habitant	2013 ⁵	3,4	4,0	2,2
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute en %	2013 ⁵	19,0	10,3	10,7
Lits dans les hôtels et établissements de cure pour 1000 habitants	2014	33,5	21,8	73,2
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2013 ⁵	531,0	538,0	...
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2009 ⁵	46	54	139
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2013	25,5	28,6	...
Coûts du système de santé en % du PIB	2012	11,4	10,9	9,2
Mortalité infantile ²	2013	3,9	3,3	3,7
Jeunes (18–24) sans formation post-obligatoire en %	2014	28,7	35,6	16,2
Personnes (25–64) avec une formation achevée la plus élevée: degré tertiaire en %	2014	40,2	27,1	28,1
Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB	2011	5,3	5,0	...
Taux de risque de pauvreté ³	2014	...	9,9	13,2
Médiane du revenu disponible équivalent, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2014	...	19 299	8 610
Coût du logement en % du revenu disponible des ménages	2014	...	27,3	42,5

1 A la naissance









2 Enfants décédés dans leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

3 En % de tous les actifs occupés

4 Au 1^{er} janvier

5 Au 31 décembre

6 UE-28

							
Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	UE-27
46 512	65 836	60 783	16 829	8 507	9 645	64 308	502 601
93	104	199	498	103	24	264	117
19,8	24,6	18,6	22,9	19,9	22,7	23,6	21,0
18,1	18,0	21,4	17,3	18,3	19,4	17,5	18,5
10,1	6,3	8,1	4,4	12,4	7,1	7,8	...
9,1	12,4	8,6	10,2	9,4	11,9	12,2	10,0
40,9	...	26,9	47,4	...	54,4	...	...
86,1	85,6	85,2	83,2	83,8	83,8	82,9	83,3
80,2	79,0	80,3	79,5	78,6	80,2	79,2	77,8
493 501	548 763	301 392	37 357	83 920	449 159	244 436	...
52,9	54,2	51,4	55,0	38,2	8,1	65,1	...
31,9	31,7	33,2	11,9	47,0	66,0	14,8	...
6,9	7,5	7,3	11,7	9,4	5,8	9,0	8,8 ⁶
56,0	64,3	55,7	73,1	71,1	74,9	71,9	64,9
51,2	60,9	46,8	68,1	66,9	73,1	67,1	59,7
60,7	67,7	64,7	78,1	75,2	76,5	76,8	70,2
24,5	10,3	12,7	7,4	5,6	7,9	6,1	10,2
25,4	10,0	13,8	7,8	5,4	7,7	5,8	10,3
23,6	10,5	11,9	7,2	5,9	8,2	6,4	10,1
53,2	24,2	42,7	12,7	10,3	22,9	16,9	22,0
52,8	42,8	61,4	40,0	27,2	18,9	35,8	49,4
24 500	27 800	25 200	32 600	33 200	32 700	27 200	25 800
-0	1	0	0	2	0	2	1
2,6	3,9	2,6	4,8	4,0	5,1	3,1	3,3 ⁶
14,7	9,0	16,5	4,2	29,6	34,8	5,0	11,8 ⁶
40,3	19,4	36,9	15,0	70,4	24,8	...	26,9
474,0	490,0	608,0	471,0	546,0	...	442,0	...
68	67	79	41	81	43	43	78
25,4	32,6	29,5	31,6	29,8	30,5	29,9	...
9,2	11,2	...	11,8	10,4	9,1	...	...
2,7	3,6	2,9	3,8	3,1	2,7	3,8	...
39,3	17,1	32,1	30,5	18,4	26,5	16,3	27,0
34,7	33,2	16,9	34,4	29,9	38,7	40,5	29,3
4,8	5,7	4,3	5,9	5,8	6,8	6,0	5,3
12,6	8,0	11,1	5,3	7,2	7,8	8,7	9,6
14 195	19 307	15 274	18 805	21 662	20 614	16 933	...
19,1	18,3	17,1	29,4	18,3	22,0	25,1	22,6

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2014

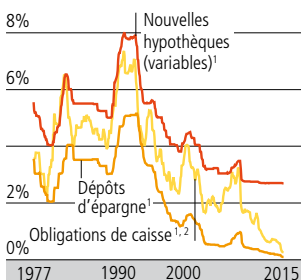
Catégories	Nombre d'établissements		Bilan		Bénéfice ann.		Perte ann.	
	1990	2014	en mio. de fr.	variation ¹	en mio. de fr.		en mio. de fr.	
Total	625	275	3 041 719	6,8	14 180		6 813	
Banques cantonales	29	24	522 628	5,5	2 298		–	
Grandes banques	4	2	1 460 240	10,4	7 849		3 092	
Banques régionales, caisses d'épargne	204	63	108 954	2,4	391		–	
Banques Raiffeisen	2	1	185 703	7,0	743		–	
Autres banques	218	151	697 540	14,9	2 634		3 691	
Filiales de banques étrangères	16	27	59 248	–24,7	210		29	
Banquiers privés	22	7	7 407	–88,7	55		–	

¹ Variation totale en % par rapport à l'année précédente

Structure du bilan des banques, en 2014

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	48,1
Liquidités	14,0
Créances résultant de papiers monétaires	1,0
Créances sur les banques	14,7
Créances envers clients	21,5
Créances hypothécaires	30,2
Portefeuilles de titres destinés au négoce	5,1
Immobilisations financières	6,5
Participations	2,5
Immobilisations	0,8
Autres	3,7
Passifs	
Total	100
dont étranger	48,1
Engagements résultant de papiers monétaires	3,7
Engagements envers les banques	13,8
Engagements envers la clientèle	71,1
Engagements sous forme d'épargne et de placement	21,0
Autres engagements à vue	28,7
Autres engagements à terme	8,4
Obligations de caisse	0,8
Prêts sur lettres de gage et emprunts	12,1
Fonds propres	5,6
Autres	5,7

Taux d'intérêt



¹ Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

² Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2010	2012	2014
\$ 1	1,042	0,938	0,915
¥ 100	1,188	1,176	0,865
€ 1	1,381	1,205	1,215
£ 1	1,609	1,486	1,507

¹ Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2014
en millions de francs

Branche d'assurance	Recettes ¹	Dépenses ¹
Total	122 374	81 936
Assurance-vie	34 831	29 546
Assurance-accidents/ dommages	49 422	30 745
Réassurance	38 120	21 644

¹ A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de protection sociale

Le système suisse de protection sociale est structuré en trois niveaux:

- Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et comportent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.
- Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.
- Enfin, le troisième niveau englobe toutes les prestations sociales sous condition de ressources. Ces prestations sociales sous condition de ressources forment le dernier maillon dans notre système de protection sociale. On ne peut y recourir que lorsque des prestations d'autres assurances sociales ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, de telles prestations présupposent une situation de besoin. Elles ne sont accordées qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

En amont de l'aide sociale, il existe d'autres prestations sous condition de ressources (niveau 3) visant à prévenir la dépendance à l'aide sociale. Ces dernières sont différenciées entre les aides garantissant l'accès au service public (par ex. bourses d'études ou aide juridique gratuite) et les prestations qui complètent soit les versements des assurances sociales lorsque celles-ci sont insuffisantes ou épuisées, soit les assurances privées insuffisantes.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2013, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 171 milliards de francs. Sur ce montant, 154 milliards de francs ont été investis dans les prestations sociales proprement dites. Environ 80% de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (donc le deuxième niveau du système de protection sociale).

Protection sociale: dépenses et recettes

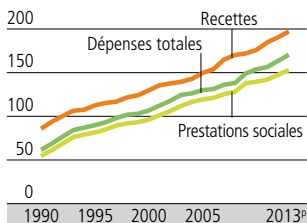
en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2010	2013 ^p
Dépenses totales	62,2	90,4	107,4	154,3	170,9
dont prestations sociales	55,2	82,3	96,9	139,9	153,6
Recettes	86,2	113,0	130,2	176,4	197,7
Taux de dépenses sociales ¹	18,2	23,4	24,6	26,7	26,9

¹ Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales par fonction, en 2013^p

	en %
Vieillesse	42,8
Maladie/soins de santé	29,9
Invalidité	9,5
Survie	5,1
Famille/enfants	5,9
Chômage	3,7
Exclusion sociale	2,7
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquième des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2014

en milliers

AVS: rentes vieillesse	2196,5	PP ² : rentes d'invalidité	131,7
AVS: rentes complémentaires	58,7	PP ² : autres rentes	67,2
AVS: rentes survivants	173,3	AI: rentes d'invalidité	259,9
PC à l'AV ¹	192,9	AI: rentes complémentaires	79,3
PC à l'AS ¹	3,6	PC à l'AI	112,9
PP ² : rentes vieillesse	670,4	AA ³ : rentes survivants	21,0
PP ² : rentes de veufs/veuves	184,5	AA ³ : rentes d'invalidité	83,6
		AC ⁴	302,9

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2013)

3 Assurance-accidents

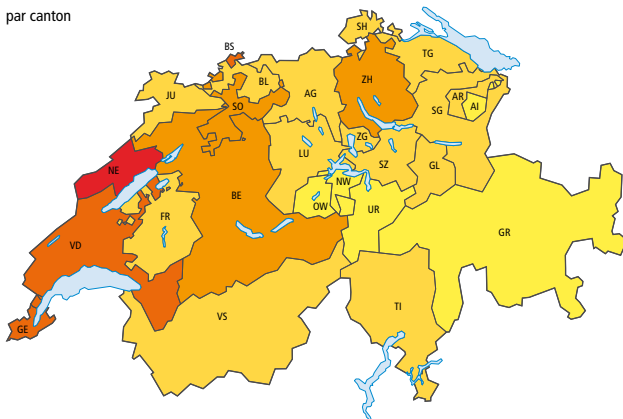
4 Assurance-chômage

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 1917 à 3105 francs entre 2001 et 2013. En 2012, la prime annuelle moyenne se montait à 3661 francs par année pour les adultes, à 3162 francs pour les jeunes adultes et à 932 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2013, cette prime atteint en moyenne 4317 francs dans le canton de Bâle-Ville et 2245 francs dans celui d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Taux d'aide sociale, en 2014

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 2,9
 3,0 – 4,4
 4,5 – 5,9
 ≥ 6,0
 CH: 3,2

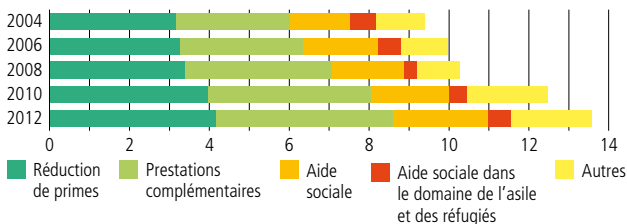
Des dépenses pour les prestations sociales sous condition de ressources en progression

En 2012, les prestations sociales sous condition de ressources ont coûté 12,7 milliards de francs nets en Suisse, soit environ 438 millions de francs de plus qu'en 2011 (+3,6%). Ces dépenses sont imputables pour deux tiers aux prestations complémentaires à l'AVS/AI (4,4 milliards de francs) et à des réductions de primes de l'assurance-maladie obligatoire (4,2 milliards de francs). Arrivent ensuite les dépenses de l'aide sociale au sens strict, d'un montant net de 2,4 milliards de francs. Au total, les dépenses de l'aide sociale ont progressé de 14,4% en termes nominaux par rapport à l'année précédente.

Les dépenses moyennes par bénéficiaire de l'aide sociale ont augmenté de 7,9% de 2011 à 2012, passant de 8781 francs à 9473 francs.

Les prestations sociales sous condition de ressources sont financées principalement par les cantons. En 2012, ces derniers ont pris en charge 43,9% des dépenses nettes de l'aide sociale; la Confédération en a financé 32,2% (réductions de primes de l'assurance-maladie obligatoire, PC et aide sociale dans le domaine de l'asile et des réfugiés, etc.) et les communes 23,5%.

Dépenses nettes pour les prestations sociales sous condition de ressources en milliards de francs (prix courants)



Aide sociale

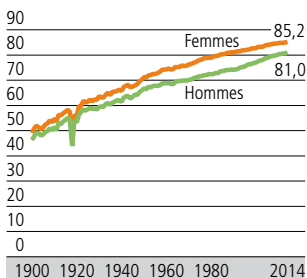
261 983 personnes, soit 3,2% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2014. On observe des disparités importantes entre régions: les grandes villes et celles de taille moyenne présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les personnes en fin de droit sont surreprésentées. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

Le taux d'aide sociale est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Il est le plus faible (0,2%) chez les personnes de 65 ans et plus, qui sont soutenues en cas de besoin par des prestations complémentaires.

Taux d'aide sociale, en 2014 en %

Total	3,2
Classes d'âge	
0–17 ans	5,2
18–25 ans	3,9
26–35 ans	3,9
36–45 ans	3,6
46–55 ans	3,3
56–64 ans	2,7
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,3
Personnes de nationalité suisse	2,2
Hommes	2,3
Femmes	2,1
Personnes de nationalité étrangère	6,3
Hommes	6,0
Femmes	6,6

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 4,0 ans depuis 1991, chez les hommes de 6,9 ans (2014).

Ces derniers décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites de cardiopathies ischémiques, d'accidents ou d'actes de violence et de cancers des poumons.

Etat de santé auto-évalué en 2012

En 2012, 84% des hommes et 81% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 4% des hommes et des femmes se disant en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne a été absente de son travail ou n'a pas pu exercer son activité habituelle durant 13 jours en 2012 à cause d'un problème de santé.

Maladies infectieuses¹, en 2014

Infections gastro-intestinales graves	8 883
Méningite	37
Hépatite B	48
Tuberculose	473
SIDA	65

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2014

	Hommes	Femmes
Professionnels	202 569	65 587
Non professionnels	309 818	203 441

Handicapés¹, en 2014

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 682	6 656
50–59%	16 730	17 038
60–69%	7 991	7 057
70–100%	90 483	74 784

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2013

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	31 257	33 704	555,0	371,0
dont:				
Maladies infectieuses	352	415	6,4	4,8
Tumeurs malignes	9 200	7 475	167,0	107,0
Appareil circulatoire	9 719	11 793	164,0	109,0
Cardiopathies ischémiques	4 097	3 628	69,9	33,4
Maladies cérébro-vasculaires	1 465	2 238	24,3	21,5
Appareil respiratoire, toute formes	2 167	1 949	36,4	20,4
Accidents et traumatismes	2 177	1 642	44,0	21,0
Accidents, toutes formes	1 312	1 285	25,3	13,7
Suicides	786	284	16,9	6,0

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2010	2014
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,8	3,9

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2012

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. En 2012, environ 11 % des 15 à 39 ans consommaient du cannabis. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important: la population comptait en 2012 quelque 28 % de fumeurs, soit 24 % des femmes et 32 % des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, mais elles sont restées stables depuis la dernière enquête sur la santé, en 2007. La part des personnes consommant quotidiennement de l'alcool a reculé à 13 % en 2012 (1992: 20 %). 17 % des hommes et 9 % des femmes consomment de l'alcool quotidiennement.

Prestations, en 2012 en % ¹

	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	70,9	85,7
Ont séjourné à l'hôpital	10,2	13,1
Aide et soins à domicile	1,3	4,2

¹ Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

pour 100 000 habitants

	1990	2014
Médecins ayant un cabinet ¹	153	216
Dentistes	48	51

¹ Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2014 en % ¹

	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	10,5	8,6	12,5
60–79 ans	25,0	27,6	22,6
80+ ans	47,4	53,2	44,2

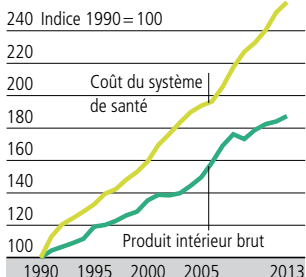
¹ du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales

en milliers

	2009	2014
Nombre de clients: total	190,4	204,3
dont:		
Clients ≥ 80 ans	105,4	112,7
Hommes	26,3	29,7
Femmes	79,0	83,1

Coûts de la santé



En 2013, les dépenses pour la santé ont représenté 10,9 % du produit intérieur brut, contre 7,9 % en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

en millions de francs 2003 2013

Total	49 265	69 227
Soins en milieu hospitalier	23 242	31 312
Soins ambulatoires	14 647	23 695
dont:		
médecins	6 743	10 335
dentistes	3 080	4 001
Aide et soins à domicile	1 031	1 950
Services auxiliaires ¹	1 547	2 385
Biens de santé ²	6 307	7 316
dont:		
par les pharmacies	3 644	4 363
par les médecins	1 586	1 948
Prévention	1 123	1 536
Administration	2 400	2 983

¹ P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport

² Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte dans le degré secondaire I deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes. Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: avec l'harmonisation de la scolarité obligatoire, la durée de la scolarité obligatoire passe de neuf à onze ans. Dans une majorité des cantons les deux années du cursus pré-primaire qui étaient jusque-là facultatives deviennent obligatoires. Au-delà des réformes de la scolarité obligatoire, les structures existantes au niveau national ont été revues au cours des deux dernières décennies (introduction de nouveaux types de maturité, création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Ces réformes répondent à une demande de formation croissante.

Elèves et étudiants

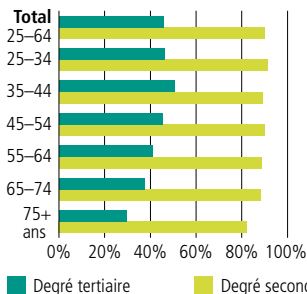
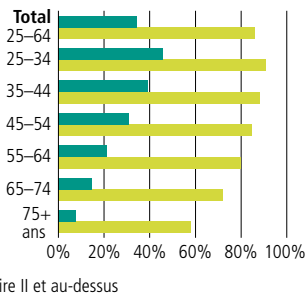
Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes, en %		
	2000/01	2005/06	2013/14	2000/01	2005/06	2013/14
Total	1 441,7	1 496,1	1 568,3	47,8	48,1	48,6
Scolarité obligatoire	957,2	957,3	910,3	48,7	48,6	48,5
Préscolarité	156,4	156,1	162,2	48,5	48,4	48,5
Degré primaire	473,7	454,1	450,4	49,3	49,2	49,2
Degré secondaire I	278,5	298,4	263,7	49,7	49,6	49,2
Programmes spéciaux	48,6	48,7	34,1	37,9	37,7	35,7
Degré secondaire II	315,7	324,5	361,7	47,8	47,5	47,9
Degré tertiaire	160,5	204,7	289,7	41,9	46,8	49,6
Form. prof. supérieure	96,7	112,4	142,2	45,6	49,1	50,2
Hautes écoles universitaires	25,1	54,1	87,3	25,9	44,4	52,1
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	38,7	38,2	60,2	43,1	43,6	44,4
Degré indéterminé	7,1	9,7	6,6	51,6	49,5	49,1

Réduction des différences entre les sexes

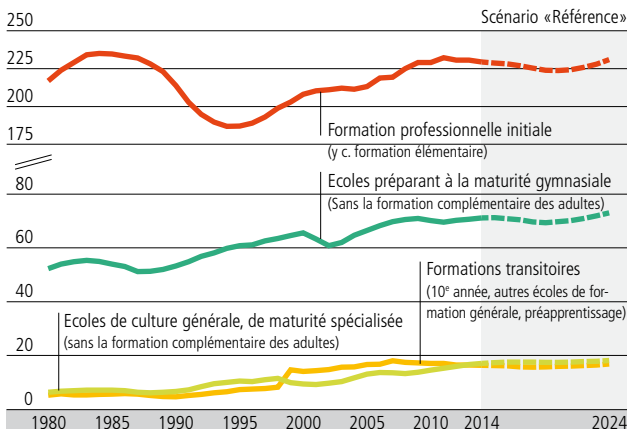
Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, on compte presque autant de femmes que d'hommes qui commencent et qui terminent une formation postobligatoire. Alors que le rapport entre le nombre de femmes et d'hommes qui commencent et terminent une formation dans une haute école s'est équilibré, la proportion des hommes qui terminent une formation professionnelle supérieure reste plus élevée que celle des femmes. En moyenne, les hommes continuent de suivre des études plus longues. Les filles réussissent, à l'inverse, mieux la scolarité obligatoire: elles sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I. Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Dans le secteur de la formation professionnelle, les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

Niveau de formation, en 2014

en % de la population résidente

Hommes**Femmes****Nombre d'élèves dans le degré secondaire II**

En milliers

**La participation à la formation augmente**

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le taux de maturités professionnelles et générales a augmenté de 25,7% en 2000 à 37,5% en 2014 (y c. maturité spécialisée).

Dans les hautes écoles également, le nombre d'étudiants a presque doublé entre 2000 et 2014. Ceci est surtout à mettre sur le compte de la création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 40% en 2014 à 50% en 2027.

Quelques titres de formation, en 2014

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certificat maturité gymnasiale	18 439	57,0
Certificat maturité profes.	14 177	47,2
Certif. form. prof. initiale LFPr ¹	66 998	45,6
Dipl. école sup. de commerce	180	42,8
Degré tertiaire		
Formation profes. supérieure		
Diplôme école supérieure	8 076	48,6
Diplôme fédéral	2 635	24,9
Brevet fédéral	14 537	37,6
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	1 093	48,1
Bachelor	15 252	55,8
Master	3 513	54,3
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	319	69,6
Bachelor	14 362	52,5
Master	12 948	51,1
Doctorat	3 849	43,3

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants, en 2013/14 Personnel des hautes écoles, en 2014

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Scolarité obligatoire ¹	59 156	73,7
Préscolarité	9 061	94,7
Degré primaire	29 155	81,7
Degré secondaire I	20 940	54,2
Degré secondaire II ²	17 063	41,9
Hautes écoles universitaires	39 781	44,0
Professeurs	3 705	20,4
Autres enseignants	2 786	27,9
Assistants ³	20 086	43,1
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	16 343	45,6
Professeurs	1 578	29,9
Autres enseignants	5 839	40,7
Assistants ³	3 891	43,0

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux, comptage double non exclu

2 Formation générale et professionnelle

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2013

en milliards de francs

Total	35,4
dont rémunération des enseignants	17,0
Scolarité obligatoire (y c. préscolarité)	15,4
Ecoles spéciales	1,9
Form. professionnelle initiale	3,5
Ecoles de formation générale	2,3
Form. professionnelle supérieure	0,3
Hautes écoles	7,6
Inclassable	0,6

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidante permanente âgée de 25 à 64 ans) a suivi en 2011 au moins une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Il est à relever que l'intégration au marché du travail et le niveau de formation influent positivement sur la participation à la formation continue.

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 2,96% de son PIB consacrés à la R-D (2012), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2012, quelque 18,5 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 69%, les hautes écoles pour 28%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 3%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2012, elles y ont consacré près de 15 milliards de francs, soit un montant légèrement plus important que les 13 milliards de francs dépensés pour la R-D en Suisse même.

► www.statistique.admin.ch →

Thèmes → Education, science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec plus de 1,5 million de lectrices et de lecteurs par édition. Son pendant romand, «20 minutes», arrive également en tête pour son lectorat, avec 535 000 lectrices et lecteurs. En Suisse italienne, le journal le plus populaire est le «Corriere del Ticino plus», un titre payant (129 000 lectrices et lecteurs). Lancé en septembre 2011, le «20 minuti» en langue italienne compte déjà 93 000 lectrices et lecteurs.

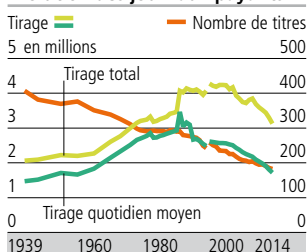
Internet et téléphonie mobile

L'essor de la téléphonie mobile a précédé celui d'internet à la fin du XX^e siècle, avant la convergence vers l'internet mobile. Le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 0,1 million en 1990 à 11,4 millions fin 2014, soit 138 raccordements pour 100 habitants. Le nombre d'utilisateurs réguliers d'internet (plusieurs fois par semaine) âgés de 14 ans et plus est passé de 0,7 million en 1998 à 5,4 millions début 2015. La convergence se manifeste dans la très forte croissance du nombre d'abonnés de téléphonie mobile accédant à internet à large bande (3G+), qui est passé de 1,2 millions en 2010 à 3,6 millions en 2014.

Les dix plus grandes bibliothèques

Le nombre des documents accessibles par le biais des bibliothèques est très important: en 2014, les dix plus grandes bibliothèques selon l'offre possèdent des collections totalisant plus de 54 millions d'exemplaires.

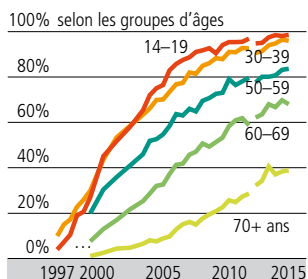
Évolution des journaux payants



Source: Association Médias Suisses / REMP (titres d'intérêt général à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation d'internet

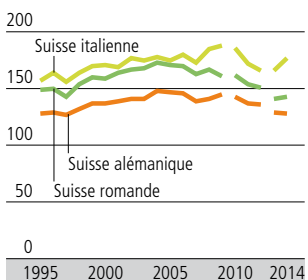
Part des utilisateurs réguliers¹



¹ Personnes utilisant internet plusieurs fois par semaine. Source: Net-Matrix-Base, OFS

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA, à partir de 2013 Kantar Media, 1983-2012 Telecontrol (base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2010	2012	2013
Suisse alémanique	117	110	109
Suisse romande	103	93	89
Suisse italienne	106	105	104

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

Dépenses culturelles des ménages privés

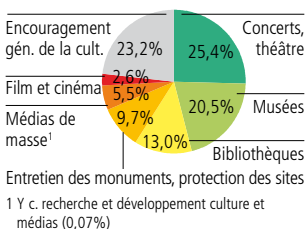
En 2013, les dépenses culturelles totales des ménages privés se sont élevées à environ 10,1 milliards de francs par an, soit 238 francs par mois et par ménage. Cela représente 4,3% des dépenses de consommation totales des ménages privés. Les dépenses dans le domaine des médias, par exemple pour des journaux, des livres, des abonnements TV et Internet ainsi que pour des appareils de lecture et de réception, représentaient une grande partie des dépenses culturelles totales, plus précisément 74% ou 7,5 milliards de francs. En dehors des médias, le principal poste de dépenses culturelles était constitué par le théâtre et les concerts, avec 775 millions de francs.

Financement de la culture par les pouvoirs publics

En 2013, un quart des montants versés par la Confédération, les cantons et les communes pour financer la culture (693 millions de francs) a été consacré au domaine «Concerts et théâtre». Le domaine «Musées et arts plastiques» a obtenu 559 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Conservation des monuments et protection des sites», «Médias de masse» et «Film et cinéma», avec des montants de respectivement 353, 264, 148 et 72 millions de francs.

Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2013

Communes, cantons et la Confédération

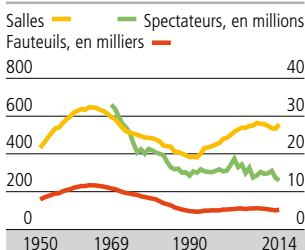


Source: Administration fédérale des finances (AFF)

Le paysage cinématographique suisse

Au début des années 2000, environ 1300 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1700. Durant cette période, la part des films suisses a augmenté de 10% à 16% environ. En 2013, 715 entreprises de production de films ont généré un chiffre d'affaires annuel brut global d'environ 361 millions de francs avec plus de 14 000 films de commande (films publicitaires, films d'entreprise etc.) et films indépendants (films de cinéma, téléfilms etc.). Ces entreprises occupaient plus de 1500 employés fixes, dont environ un tiers étaient des femmes.

Cinéma

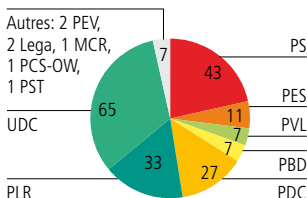


Le système politique

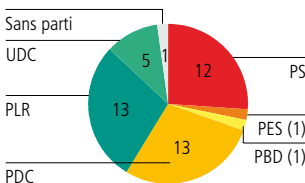
La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2016: 2 PLR, 2 PS, 2 UDC, 1 PDC).

Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations populaires.

Conseil national 2015: mandats



Conseil des Etats 2015: mandats



Elections au Conseil national 2015

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	16,4	33	7	26	21,2
PDC	11,6	27	9	18	33,3
PS	18,8	43	25	18	58,1
UDC	29,4	65	11	54	16,9
PVL	4,6	7	3	4	42,9
PBD	4,1	7	1	6	14,3
PES	7,1	11	5	6	45,5
Petits partis de droite ¹	2,6	3	1	2	33,3
Autres ²	5,3	4	2	2	50,0

¹ DS, UDF, Lega (2 mandats, 1 femme), MCR (1 mandat)

² PEV (2 mandats, 2 femmes), PCS, PST (1 mandat), Sol., groupes épars (PCS-OW 1 mandat)

Abréviations, voir plus bas

Elections au Conseil national 2015

Deux partis sont sortis vainqueurs des élections au Conseil national de 2015: l'UDC, qui est en nette progression et qui remporte 29,4% des voix – meilleur résultat qu'un parti ait obtenu depuis l'introduction de la proportionnelle en 1919 – et le PLR, qui progresse pour la première fois depuis 1979. Ont perdu des voix les nouveaux partis du centre (PBD et PVL), les Verts (PES) et le PDC, qui a atteint son niveau historique le plus bas. La tendance observée aux élections de 2011 – où l'émergence des nouveaux partis du centre (PVL, PBD) avait eu pour effet d'atténuer la polarisation du paysage politique – a été stoppée et s'est en partie inversée.

Abbreviations des partis

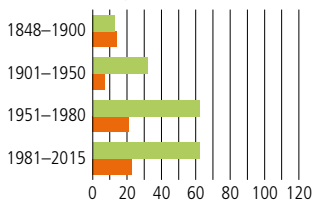
PLR Parti libéral-radical¹
 PDC Parti démocrate-chrétien suisse
 PS Parti socialiste suisse
 UDC Union démocratique du centre
 PBD Parti bourgeois-démocratique

PEV Parti évangélique populaire
 PCS Parti chrétien-social
 PVL Parti vert-libéral
 PST Parti suisse du travail
 Sol. SolidaritéS
 PES Parti écologiste suisse
 UDF Union démocratique fédérale

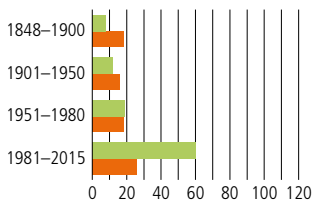
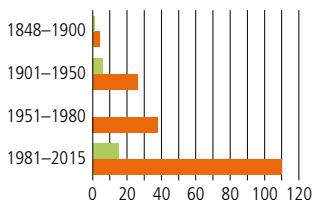
DS Démocrates suisses
 Lega Lega dei ticinesi
 MCR Mouvement Citoyens Romands

¹ En 2009, fusion du parti radical-démocratique suisse (PRD) avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaux»

Votations populaires fédérales

Référéndums obligatoires¹

Référéndums facultatifs

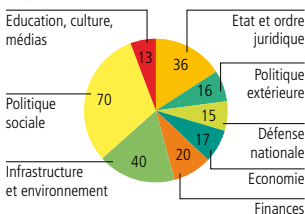
Initiatives populaires²

■ Accepté

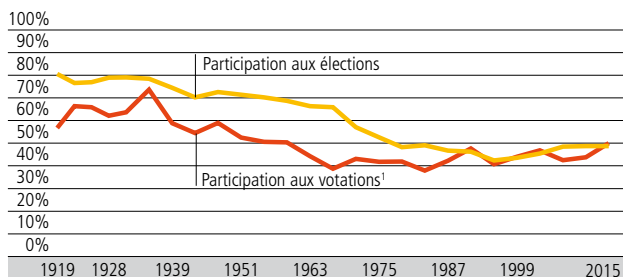
■ Rejeté

¹ Y c. contre-projets à des initiatives populaires² Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Objets 1991-2015



Participation aux élections et aux votations



¹ Il s'agit de moyennes établies pour les votations qui ont eu lieu au cours des deux ans précédant et suivant les élections au Conseil national. Jusqu'en 1931, la période considérée est de deux fois une année et demie, car les élections avaient alors lieu tous les trois ans.

Le recul le plus important de la participation aux élections est intervenu après 1967; il s'explique notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. La baisse de la participation aux votations est soumise à de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très variable selon l'enjeu du scrutin. Ainsi, depuis 1990, la participation la plus faible a été de 28%, la plus forte de 79%. A partir de l'année 2000, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement (45%).

Comptes des administrations publiques

en milliards de francs

	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2010	2014 ²	2000	2010	2014 ²	2000	2010	2014 ²
Total¹	164,4	193,8	207,1	152,7	191,4	207,7	11,8	2,4	-0,6
Confédération	52,0	63,5	64,9	48,2	60,3	64,7	3,8	3,1	0,2
Cantons	63,2	77,2	82,7	60,3	76,1	85,1	2,8	1,2	-2,3
Communes	42,1	42,7	45,5	40,6	43,2	46,1	1,5	-0,5	-0,6
Assurances sociales	44,9	54,4	62,0	41,6	55,8	59,8	3,4	-1,4	2,2

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques

en milliards de francs

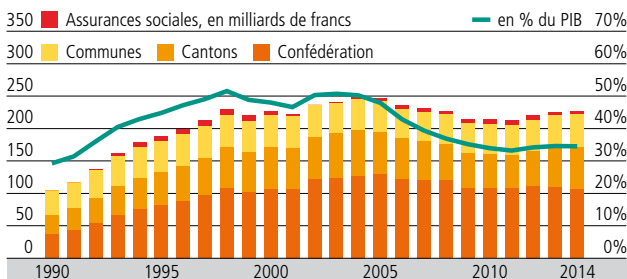
	1990	2000	2010	2012	2013	2014
Total¹	104,8	220,4	205,8	213,4	219,8	221,8
Confédération	38,1	108,1	108,9	111,0	110,4	107,7
Cantons	29,2	63,1	52,5	55,2	61,3	64,8
Communes	37,4	49,1	45,8	47,3	48,9	49,9
Assurances sociales	0,1	5,8	7,4	6,3	4,8	4,2

Par habitant, en francs ²	15 503	30 595	26 145	26 542	27 000	26 931
--------------------------------------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Aux prix courants

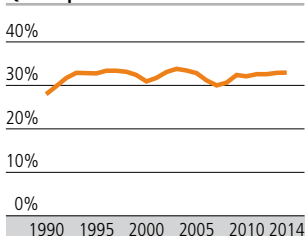
3 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques

La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques (AVS/AI/APG y compris assurance-maternité et assurance-chômage).

Malgré une augmentation consi-

dérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

Quote-part de l'Etat en % du PIB

Le taux d'endettement suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à la reprise conjoncturelle observée jusqu'à la première moitié de 2008, à la redistribution des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse et à diverses mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins aux dépenses et à l'endettement etc.), les ménages publics ont vu leurs dettes brutes se réduire continuellement de 2005 à 2011. Celles-ci se sont toutefois remises à progresser en 2012. La quote-part de la dette s'élevait à 34,6% fin 2013.

Recettes des administrations publiques

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2012	2013
Total	193,8	200,7	205,9
Recettes ordinaires	193,8	200,0	204,6
Recettes d'exploitation	183,0	189,5	194,1
Recettes fiscales	161,5	168,4	172,3
Patentes et concessions	3,9	2,7	2,6
Compensations	16,7	17,4	18,2
Recettes diverses	0,3	0,4	0,3
Recettes de transfert	0,5	0,6	0,7
Recettes financières	8,8	8,2	8,3
Recettes d'investissement	2,1	2,2	2,2
Recettes extraordinaires	0,0	0,7	1,3
Revenus extraordinaires	0,0	0,7	0,1
Recettes d'investissements extraordinaires	0,0	0,0	1,2

Dépenses des administrations publiques par fonction

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2012	2013
Total	191,4	200,5	204,8
Administration générale	13,9	16,6	16,2
Ordre et sécurité publique, défense	14,5	15,2	15,9
Formation	32,7	34,6	35,4
Culture, sport et loisirs, église	5,0	5,1	5,2
Santé	11,3	13,7	13,7
Sécurité sociale	75,2	77,8	80,5
Trafic et télécommunications	16,6	16,8	16,9
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	5,9	6,1	6,2
Economie publique	7,7	7,8	8,0
Finances et impôts	8,5	6,8	6,7

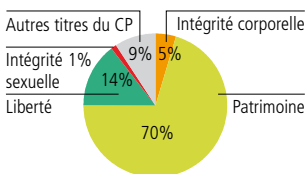
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénonciations

En 2014, la statistique policière de la criminalité a recensé un total de 526 066 infractions relevant du Code pénal (CP), 80 986 infractions de la loi sur les stupéfiants (LStup), 39 544 infractions de la loi sur les étrangers (LEtr) et 12 521 infractions des lois fédérales annexes. Le taux d'élucidation atteignait 95% pour les homicides et 18% pour les infractions contre le patrimoine.

La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 47% parmi les prévenus pour infraction au CP, de 55% parmi ceux pour infraction à la LStup et de 59% parmi ceux pour infraction aux autres lois fédérales annexes. Dans ces trois catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 30%, 21% et 23%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 23%, LStup: 25%, autres: 18%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 82% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

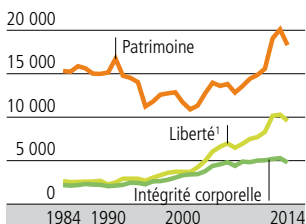
Infractions selon le titre du Code pénal, en 2014



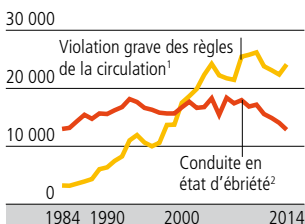
Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a entretemps plus que doublé et se situe à environ 110 100 en 2014. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées.

Le nombre de condamnations selon le CP a enregistré une augmentation de 14% les 3 dernières années. Le nombre des condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR) a régulièrement augmenté, notamment en raison de l'intensification des contrôles. La situation n'a pas varié depuis quelques années dans le domaine de la loi sur les stupéfiants, par contre après une augmentation constante depuis 2000 une stabilisation a été enregistrée en 2014 dans celui de la loi sur les étrangers.

Choix d'infractions CP

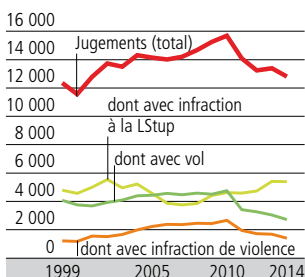
1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

Choix d'infractions LCR

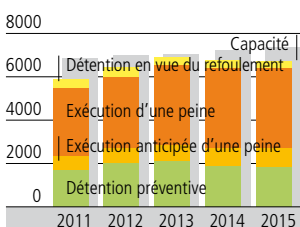
1 Art. 90 ch. 2 LCR
2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

Le nombre de jugements pénaux des mineurs tend à diminuer (-18% entre 2010 et 2014). Il est plutôt en hausse pour les infractions à la LStup. Il est nettement en baisse pour les infractions à la loi sur la circulation routière, les cas de vol et des infractions de violence de moindre gravité. Les jugements pénaux des mineurs pour infractions de grave violence se maintiennent stables à un niveau bas.

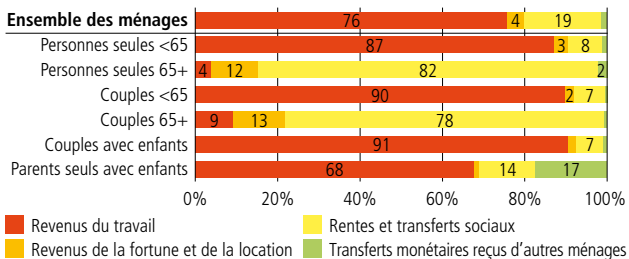
**Privation de liberté**

Il existait en Suisse 117 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2015, comptant au total 7343 places. Au jour de référence, le 2 septembre 2015, 6884 places étaient occupées. Le taux d'occupation se montait à 94%. Sur les 6884 personnes incarcérées, 66% exécutaient une peine, 27% se trouvaient en détention préventive, 5% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 2% restants l'étaient pour d'autres raisons.

Effectifs selon le type de détention**Récidive**

Le taux de recondamnation des adultes condamnés pour crimes et délits se situait à 24% en 2010, après une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2013); il était de 32% chez les condamnés mineurs. Les personnes ayant au moins deux antécédents judiciaires sont celles qui présentaient les taux de recondamnation les plus élevés (adultes: 61%; mineurs: 61%).

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2009–2011



Budget des ménages: revenus

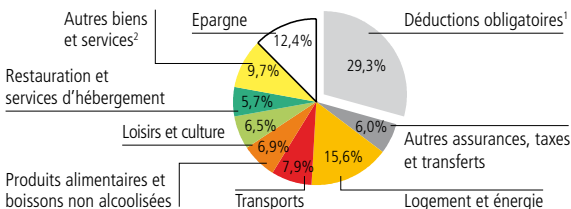
Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (76%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et plus encore les revenus de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable.

Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de 17%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (16%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne 12% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2009–2011



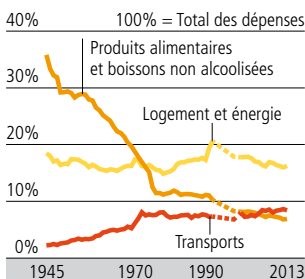
1 Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

2 Moins les revenus sporadiques

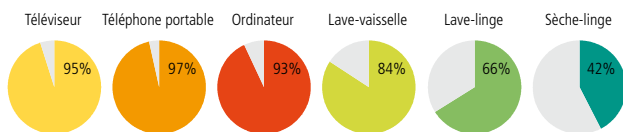
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 7% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de quelque 2% à plus de 8%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equipement en biens de consommation, en 2013

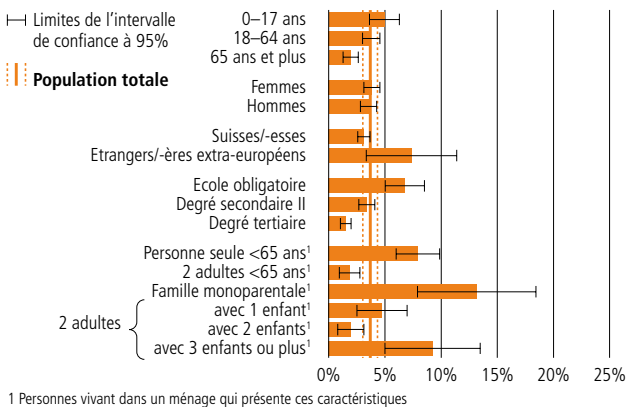


Equipement en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 93% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 97% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2013, plus de 84% des personnes avaient un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Taux de privation matérielle

selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2013



Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2013, seules 1% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour des raisons financières. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à près de 4%. Une des privations les plus fréquentes est liée à l'absence de réserves financières: 20% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2500 francs. Viennent ensuite les privations liées aux nuisances perçues par rapport au logement et ses alentours: 16% de la population considère subir des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, 15% des problèmes de délinquance, de violence ou de vandalisme et 12% vit dans un logement trop humide. En outre, 9% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Pauvreté monétaire et risque de pauvreté

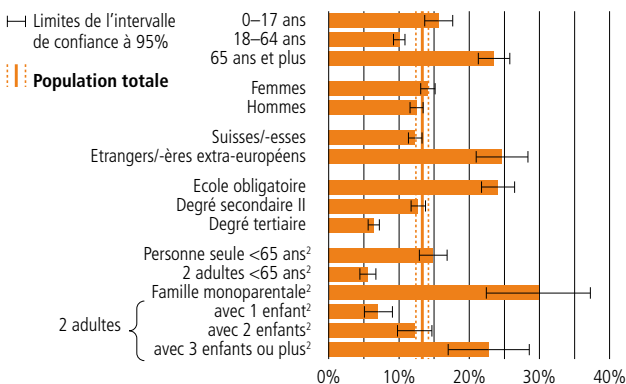
En 2012, 7,7% de la population résidente permanente vivant en ménage privé était touchée par la pauvreté, soit 590 000 personnes. Le seuil de pauvreté moyen était d'environ 2200 francs par mois pour une personne seule et d'environ 4050 francs par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. Selon le concept relatif du risque de pauvreté, la part de la population touchée par le risque de pauvreté était de 13,3% (2013), soit environ 1 035 000 personnes. En 2013, le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane du revenu disponible équivalent) était, pour une personne seule, de quelque 2560 francs par mois et, pour deux adultes avec deux enfants, d'environ 5380 francs.

La pauvreté des personnes actives occupées

Les personnes vivant dans un ménage à forte participation au marché du travail présentent en général les taux de pauvreté les plus faibles. Le fait d'être bien intégré dans la vie active offre déjà une protection efficace contre la pauvreté. Il reste qu'en 2012, 130 000 personnes, soit 3,5% de la population active occupée, étaient touchées par la pauvreté alors qu'elles avaient un emploi. La pauvreté chez les actifs occupés peut s'analyser surtout en termes de sécurité et d'insécurité professionnelle (à long terme): la pauvreté est plus fréquente lorsque les conditions de travail et les formes d'emploi sont nettement ou tendanciellement peu sûres.

Taux de risque de pauvreté¹

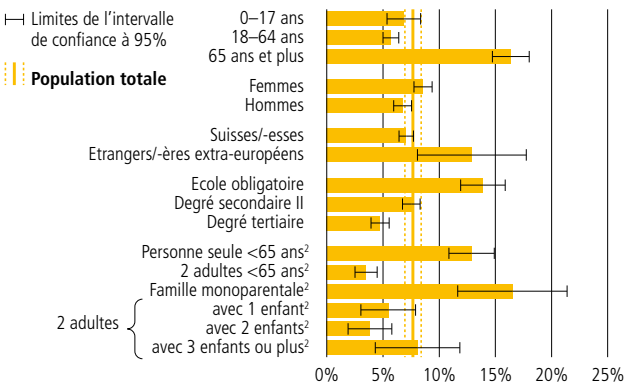
selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2013



1 Le taux de pauvreté et le taux de risque de pauvreté sont calculés sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle.

2 Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Taux de pauvreté¹ selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2012



1 Le taux de pauvreté et le taux de risque de pauvreté sont calculés sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle.

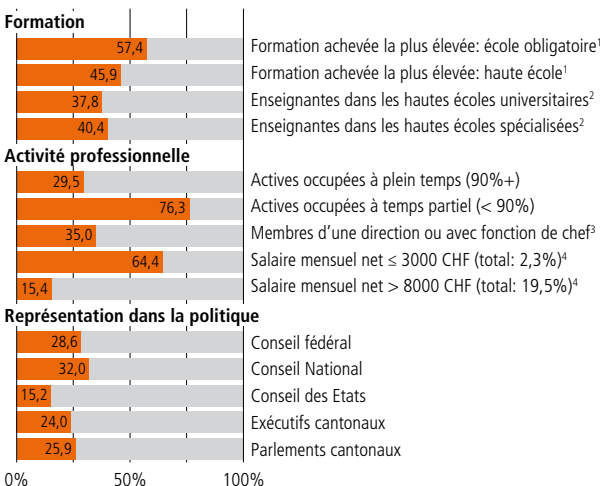
2 Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Le revenu disponible équivalent est donc un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent. En 2013, les 20% les plus riches disposent d'un revenu disponible équivalent moyen quatre fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres.

Chiffres clés concernant l'égalité entre femmes et hommes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2010-2016)



0% 50% 100%

1 Population résidente de 25 à 64 ans

2 Professeures, autres enseignantes, assistantes et collaboratrices scientifiques

3 Salariées

4 Salariées occupées à plein temps, secteurs privé et public (Confédération)

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Situation économique et sociale de la population

Sommes-nous sur la voie du développement durable?

1 Satisfaction des besoins – quelle est notre qualité de vie aujourd’hui?

La santé de la population s’améliore	↗ ↗ ✓	Les condamnations pour infractions de violence grave augmentent	↘ ↗ ✗
Les revenus augmentent légèrement	↗ ↗ ✓	Le taux de chômage au sens du BIT est en augmentation	↘ ↗ ✗

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

L’aide publique au développement augmente	↗ ↗ ✓	L’écart salarial entre femmes et hommes se réduit peu à peu	↘ ↘ ✓
Le taux de pauvreté diminue	↘ ↘ ✓		

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes s’améliorent	↗ ↗ ✓	Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente	↗ ↗ ✓
Après une augmentation, la dette publique est revenue en-dessous du niveau atteint en 1992	↘ ↘ ✓	Les populations d’oiseaux nicheurs sont en augmentation	↗ ↗ ✓
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne	↗ ↗ ≈	Les surfaces d’habitat et d’infrastructure par habitant augmentent	↗ ↗ ✗

4 Découplage – notre utilisation des ressources est-elle rationnelle?

Pas de modification notable de l’intensité du transport de marchandises	↘ ↗ ≈	La consommation finale d’énergie par personne diminue	↘ ↘ ✓
La part des transports publics augmente	↗ ↗ ✓	L’intensité matérielle diminue	↘ ↘ ✓

Evolution visée	Evolution observée	Qualification de l’évolution depuis 1992
↗ Augmentation	↗ Augmentation	✓ positive (vers le développement durable)
↘ Stabilité	↘ Pas de modification notable	≈ indifférente
↘ Diminution	↘ Diminution	✗ négative (contraire au développement durable)

Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi nous sommes parvenus, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation.

Il se pose en outre un problème d’équité entre les générations: c’est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd’hui de conditions relativement favorables. Par exemple, près de 14% des jeunes ne disposent même pas, en lecture, du niveau minimum requis pour maîtriser la vie quotidienne moderne. De même, la croissance des surfaces d’habitat et d’infrastructure se fait en grande partie au détriment des surfaces agricoles.

L’**empreinte écologique** indique le niveau d’exploitation et les limites des ressources naturelles renouvelables. En 2011, en Suisse, l’empreinte écologique par personne est près de trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d’énergie. Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d’un pays est élevé, plus l’empreinte écologique de ce dernier est grande. L’empreinte écologique de la Suisse se situe dans la moyenne de la plupart des pays d’Europe occidentale. Les Etats-Unis et quelques pays d’Europe consomment presque quatre fois plus que la biocapacité mondiale disponible, alors que les pays d’Asie du Sud-Est et africains en consomment nettement moins.

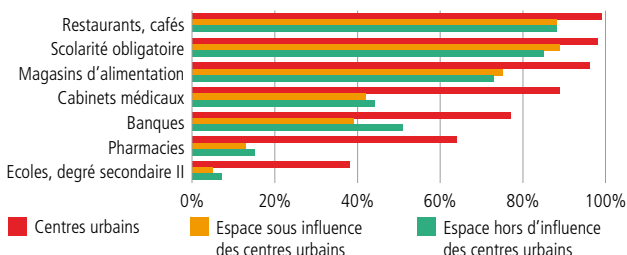
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Développement durable

Services à la population: répartition territoriale et accessibilité

L'Office fédéral de la statistique a analysé la répartition territoriale et l'accessibilité d'une trentaine de services importants dans la vie courante. Cette étude sert à l'observation de la qualité de vie dans les régions et les disparités sur l'ensemble du territoire. Deux exemples de résultats sont présentés ci-après.

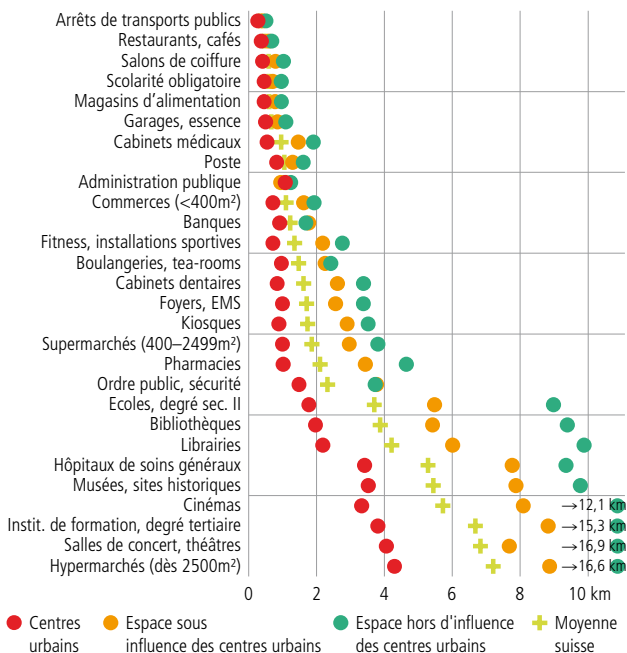
Equipement des communes en services, en 2011

Part des communes avec au moins un établissement

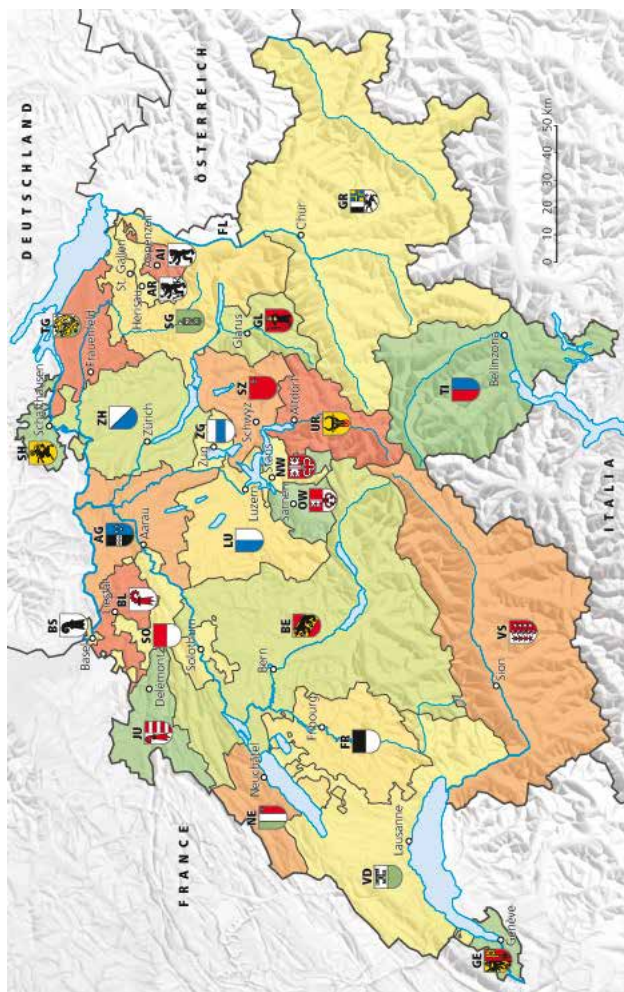


Distance moyenne jusqu'au service le plus proche, en 2011

Distance calculée sur le réseau des routes, en km



La Suisse et ses cantons



26 cantons
148 districts
2294 communes

Etat 1.1.2016

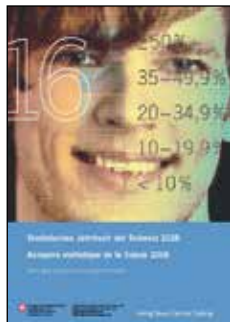
◦ Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2016

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Un chapitre de cartes séparé est consacré aux nouveaux résultats de la statistique de la superficie de la Suisse.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 616 pages reliées, Fr. 120.–. Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch



Atlas graphique et statistique de la Suisse 1914–2014

L'«Atlas graphique et statistique de la Suisse» de 1914 est l'un des premiers et des plus complets atlas nationaux thématiques de la Suisse.

Il forme aussi un très important condensé graphique des 50 premières années de la statistique publique dans notre pays. A l'occasion des 100 ans de la publication de cet ouvrage impressionnant et encore très difficile à obtenir, l'Office fédéral de la statistique l'a reproduit intégralement pour le rendre accessible à un large public intéressé.



De plus, les tableaux originaux de 1914 ont été complétés par de nouvelles cartes et de nouveaux diagrammes statistiques présentant des données chiffrées de 2014 consacrées aux mêmes thèmes. Ainsi, l'atlas propose sous la forme d'une «édition complémentaire» des comparaisons directes et un passionnant voyage visuel à travers les structures sociétales et spatiales de la Suisse d'il y a cent ans et de la Suisse d'aujourd'hui.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 130 pages reliées, Fr. 89.– (TVA excl.). Disponible auprès de l'Office fédéral de la statistique. e-mail: order@bfs.admin.ch

Le **portail Statistique suisse** (www.statistique.ch) englobe l'ensemble de l'offre en ligne de la statistique publique suisse. Il présente les communiqués de presse, les publications de l'OFS et d'autres offices statistiques publics ainsi que les résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs et de tableaux à télécharger. Des cartes attractives et des atlas se trouvent aux chapitres «Les régions» et «Le monde». Les utilisateurs et les utilisatrices peuvent s'abonner au service de NewsMail ou être avertis automatiquement (RSS-Feeds) de toute nouveauté pour rester au courant de la vaste offre de l'OFS. Depuis 2011, le portail statistique offre également des pages en romanche, à côté de l'offre en français, allemand, italien et anglais.

Avec le mini portail statistique <http://mobile.bfs.admin.ch>, l'OFS propose ses principaux chiffres statistiques aux utilisateurs d'appareils mobiles depuis 2010.

